JULY

JUILLET

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Juillet 2001 : excédent budgétaire de 0,8 milliard de dollars

Le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 0,8 milliard de dollars en juillet 2001, en baisse de 1,0 milliard par rapport à l'excédent révisé de 1,8 milliard déclaré en juillet 2000[1]. Cette détérioration d'une année sur l'autre est attribuable à des recettes budgétaires inférieures (de 0,5 milliard) et à des dépenses de programmes supérieures (de 0,7 milliard), des facteurs légèrement atténués par la diminution des frais de la dette publique (de 0,2 milliard).

D'avril 2001 à juillet 2001 : excédent budgétaire de 10,7 milliards de dollars

L'excédent budgétaire a été estimé à 10,7 milliards de dollars pour la période d'avril 2001 à juillet 2001, en comparaison d'un excédent de 10,5 milliards pour la même période en 2000-2001. Cette amélioration d'une année sur l'autre est attribuable à des versements plus élevés de l'impôt sur le revenu des particuliers pour l'année d'imposition 2000. Ces versements sont associés à des situations exceptionnelles, en particulier la forte augmentation des gains en capital pour l'année d'imposition 2000. Cette incidence a été neutralisée en grande partie par la baisse des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers tirées du revenu d'emploi (surtout en raison des mesures de réduction de l'impôt) et par l'augmentation des dépenses de programmes (surtout la hausse des transferts aux autres administrations).

[1] L'excédent pour juillet 2000, dont l'estimation initiale était de 3,2 milliards, a été révisé à la baisse pour s'établir à 1,8 milliard. Cette révision est attribuable à un mauvais classement des recettes entre juillet 2000 et août 2000. Le solde budgétaire d'août 2000 sera rajusté en conséquence.

Juillet 2001 : résultats budgétaires

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont baissé de 0,5 milliard de dollars, ou 3,3 %, en juillet 2001, surtout en raison de la baisse des recettes d'impôt sur le revenu des particuliers.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 1,1 milliard de dollars, ou 15,0 %, principalement en raison de questions de calendrier ayant affecté les recettes déclarées en juillet et en août 2000 (il y a eu une forte hausse en juillet tandis que les recettes ont été moins élevées en août), et des mesures d'allégement d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000. De plus, les prestations versées aux termes de la Prestation fiscale canadienne pour enfants ont été plus élevées en raison de bonifications annoncées dans des budgets antérieurs.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, ou 19,6 %. Comme il a été mentionné dans les numéros précédents de *La revue financière*, cette augmentation d'une année sur l'autre reflète principalement les méthodes de calcul des acomptes provisionnels, puisque les bénéfices d'exploitation des sociétés canadiennes ont en fait décliné au cours du premier trimestre de 2001. Les sociétés doivent verser des acomptes mensuels d'après l'impôt réel à payer de l'année précédente ou l'impôt à payer prévu pour l'exercice en cours, le versement final devant être effectué dans les 60 jours suivant la fin de leur exercice. Pendant la majeure partie de l'exercice 2000-2001, le calcul des acomptes provisionnels mensuels était fondé sur l'impôt à payer pour 1999. Or, en raison de la forte croissance des bénéfices des sociétés en 2000, les versements des acomptes provisionnels mensuels sont demeurés en deçà de l'impôt à payer final pour 2000-2001. Le calcul des

Tableau 1
État sommaire des opérations

	juillet		d'avril à juillet	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
		(M$)		
Opérations budgétaires				
Recettes	14 334	13 868	59 565	61 498
Dépenses de programmes	-9 066	-9 741	-35 343	-37 557
Solde de fonctionnement	5 268	4 127	24 222	23 941
Frais de la dette publique	-3 499	-3 345	-13 703	-13 250
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 769	782	10 519	10 691
Opérations non budgétaires	2 421	1 041	-7 377	-9 666
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	4 190	1 823	3 142	1 025
Opérations de change	-899	-443	1 268	-131
Solde financier net	3 291	1 380	4 410	894
Variation nette des emprunts	-7 636	-1 589	-12 921	-10 573
Variation nette de l'encaisse	-4 345	-209	-8 511	-9 679
Encaisse à la fin de la période			4 440	3 499

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.
Les données relatives à juillet 2000 ont été révisées. Voir le renvoi dans l'encadré de la première page.

acomptes provisionnels mensuels étant maintenant fondé sur l'impôt à payer pour 2000, la variation des résultats mensuels d'une année sur l'autre pourrait être trompeuse.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont légèrement reculé, la baisse de taux de cotisation (le taux des cotisations salariales des employés s'établit en 2001 à 2,25 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, comparativement à 2,40 $ en 2000) ayant largement compensé l'effet de la croissance du nombre de salariés, qui versent donc des cotisations.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, ou 3,8 %. Cette hausse traduit l'augmentation des recettes de droits de douane à l'importation et des taxes de vente et d'accise. L'augmentation de ces dernières est principalement attribuable à la hausse des taxes d'accise sur le tabac, entrée en vigueur le 6 avril 2001. Les recettes de la taxe sur les produits et services (TPS) ont baissé de 4,3 %, surtout en raison d'une augmentation des remboursements liée à une déclaration insuffisante dans les périodes antérieures ainsi qu'à des crédits trimestriels plus élevés par suite de l'indexation annoncée dans le budget de février 2000.
- Les recettes non fiscales ont grandement progressé, principalement en raison de l'échelonnement des dates de réception.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou 7,4 %, sous l'effet de fortes augmentations des transferts aux particuliers et aux autres administrations. Parmi les principales composantes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, ou 11,2 %, les paiements de prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi ayant été plus élevés. La hausse des paiements de prestations d'assurance-emploi est le reflet des améliorations annoncées à l'occasion du budget de février 2000 et en septembre dernier ainsi que d'une augmentation du nombre de bénéficiaires.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 0,4 milliard de dollars, ou 20,6 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et des programmes de transferts entre administrations. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS

Tableau 2
Recettes budgétaires

	juillet			d'avril à juillet		
	2000	2001	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	7 476	6 358	-15,0	29 319	29 217	-0,3
Impôt sur le revenu des sociétés	1 695	2 028	19,6	7 875	8 859	12,5
Autres	298	291	-2,3	1 109	1 203	8,5
Total des recettes d'impôt sur le revenu	9 469	8 677	-8,4	38 303	39 279	2,5
Cotisations d'assurance-emploi	1 667	1 654	-0,8	6 976	6 981	0,1
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 739	1 664	-4,3	8 233	8 468	2,9
Droits de douane à l'importation	201	250	24,4	656	923	40,7
Taxes de vente et d'accise	658	784	19,1	2 738	2 959	8,1
Total des taxes et droits d'accise	2 598	2 698	3,8	11 627	12 350	6,2
Total des recettes fiscales	13 734	13 029	-5,1	56 906	58 610	3,0
Recettes non fiscales	600	839	39,8	2 659	2 888	8,6
Total des recettes budgétaires	14 334	13 868	-3,3	59 565	61 498	3,2

reflète l'entente signée en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. L'augmentation des transferts entre administrations est attribuable à la hausse des droits à péréquation.

- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont fléchi légèrement, la baisse des paiements aux sociétés d'État et des dépenses de fonctionnement et d'immobilisations ayant largement neutralisé la hausse des subventions et des autres transferts. L'évolution mensuelle de cette composante dépend en grande partie du calendrier des paiements.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont reculé de 0,2 milliard de dollars, ou 4,4 %, sous l'effet de la réduction de l'encours de la dette portant intérêts et de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette.

D'avril 2001 à juillet 2001 : résultats budgétaires

Au cours des quatre premiers mois de l'exercice 2001-2002, l'excédent budgétaire a été estimé à 10,7 milliards de dollars, en hausse de 0,2 milliard par rapport à l'excédent enregistré pendant la même période en 2000-2001. Cette hausse est principalement attribuable aux règlements de l'impôt sur le revenu des particuliers qui ont été plus élevés pour l'année d'imposition 2000.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont progressé de 1,9 milliard de dollars, ou 3,2 %. Parmi les principales composantes :

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont légèrement diminué, soit de 0,1 milliard de dollars, ou 0,3 %. Cette diminution fait état du calendrier des paiements entre juillet et août de l'an dernier ainsi que de l'incidence des mesures de réduction de l'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000. Ces mesures de réduction d'impôt comprennent la réduction des taux d'impôt sur le revenu des particuliers, l'élimination de la surtaxe de 5 %, l'augmentation des seuils, le rétablissement

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	juillet			d'avril à juillet		
	2000	2001	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 012	2 103	4,5	7 948	8 306	4,5
Prestations d'assurance-emploi	809	1 035	27,9	3 511	3 926	11,8
Total	2 821	3 138	11,2	11 459	12 232	6,7
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 125	1 442	28,2	4 500	5 767	28,2
Transferts fiscaux	978	1 045	6,9	3 862	4 143	7,3
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-206	-200	-2,9	-822	-800	-2,7
Total	1 897	2 287	20,6	7 540	9 110	20,8
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	27	41	51,9	54	422	681,5
Affaires étrangères	102	177	73,5	346	503	45,4
Santé	99	121	22,2	353	394	11,6
Développement des ressources humaines	115	123	7,0	411	362	-11,9
Affaires indiennes et du Nord	262	326	24,4	1 743	1 496	-14,2
Industrie et développement régional	82	104	26,8	365	430	17,8
Anciens combattants	123	127	3,3	478	493	3,1
Autres	73	25	-65,8	883	568	-35,7
Total	883	1 044	18,2	4 633	4 668	0,8
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	86	80	-7,0	371	400	7,8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	158	5,3	620	632	1,9
Autres	128	122	-4,7	475	510	7,4
Total	364	360	-1,1	1 466	1 542	5,2
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	948	908	-4,2	2 979	3 227	8,3
Ensemble des autres dépenses ministérielles	2 153	2 004	-6,9	7 266	6 778	-6,7
Total	3 101	2 912	-6,1	10 245	10 005	-2,3
Total des dépenses directes de programmes	4 348	4 316	-0,7	16 344	16 215	-0,8
Total des dépenses de programmes	9 066	9 741	7,4	35 343	37 557	6,3
Frais de la dette publique	3 499	3 345	-4,4	13 703	13 250	-3,3
Total des dépenses budgétaires	12 565	13 086	4,1	49 046	50 807	3,6
Poste pour mémoire : total des transferts	5 601	6 469	15,5	23 632	26 010	10,1

de la pleine indexation du régime d'impôt sur le revenu des particuliers et des prestations connexes ainsi que les augmentations de la Prestation fiscale canadienne pour enfants. L'augmentation des versements finaux reçus en avril et en mai pour l'année d'imposition 2000, reflet d'une situation exceptionnelle alimentée principalement par de fortes hausses des gains en capital, est venue atténuer l'effet de ces facteurs.

- Les recettes d'impôt des sociétés ont progressé de 1,0 milliard de dollars, ou 12,5 %. En revanche, les bénéfices des sociétés ont reculé, d'une année sur l'autre, ce qui permet de penser que la situation actuelle traduit les effets des procédures de versement des acomptes provisionnels et qu'elle devrait s'inverser lorsque les sociétés auront ajusté leurs versements pour tenir compte des profits plus faibles en 2001.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté très légèrement, la baisse des taux de cotisation de 2000 et de 2001 ayant été presque entièrement compensée par l'incidence des rajustements d'années antérieures et par la croissance du nombre de salariés, qui versent donc des cotisations. Le taux des cotisations salariales des employés s'établit en 2001 à 2,25 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, comparativement à 2,40 $ en 2000 et à 2,55 $ en 1999.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou 6,2 %. Les recettes de TPS ont augmenté de 2,9 %, soit un niveau légèrement inférieur à la croissance des dépenses des consommateurs. Les recettes de droits de douane à l'importation ont progressé de 40,7 %, tandis que les recettes de taxes de vente et d'accise augmentaient de 8,1 %, reflétant en partie la hausse des taxes d'accise sur le tabac.
- Les recettes non fiscales ont augmenté de 8,6 %.

D'avril 2001 à juillet 2001, les dépenses de programmes ont augmenté de 2,2 milliards de dollars, ou 6,3 %, comparativement à la même période l'an dernier.

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 6,7 % en raison de la hausse des paiements de prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi. La hausse des paiements de prestations aux aînés fait état de l'augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et du montant moyen des prestations, qui sont indexées à l'inflation. L'augmentation des prestations d'assurance-emploi est principalement attribuable à l'effet des améliorations apportées au programme, de même qu'à une augmentation du nombre de bénéficiaires.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 20,8 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS et des programmes de transferts entre administrations. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète l'entente signée en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. L'augmentation des transferts entre administrations est principalement attribuable à la hausse des droits à péréquation, en raison de la croissance en Ontario qui demeure plus vigoureuse que dans les provinces bénéficiaires de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont diminué de 0,8 %. Au cours des premiers mois de l'exercice, l'évolution de cette composante dépend en grande partie du calendrier des paiements.

Les frais de la dette publique ont diminué de 3,3 %, traduisant la baisse de l'encours de la dette portant intérêts et celle du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Ressources financières de 1,0 milliard de dollars (opérations de change exclues) d'avril 2001 à juillet 2001

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires,

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	juillet		d'avril à juillet	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 769	782	10 519	10 691
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-112	-16	83	217
Autres	49	-26	162	7
Total	-63	-42	245	224
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-865	-418	-890	-861
Comptes de pension de retraite	375	50	1 017	-446
Autres	11	77	-216	53
Total	-479	-291	-89	-1 254
Autres opérations	2 963	1 374	-7 533	-8 636
Total des opérations non budgétaires	2 421	1 041	-7 377	-9 666
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	4 190	1 823	3 142	1 025
Opérations de change	-899	-443	1 268	-131
Solde financier net	3 291	1 380	4 410	894

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	juillet		d'avril à juillet	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
		(M$)		
Solde financier net	3 291	1 380	4 410	894
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-3 075	400	6 151	-1 641
Obligations d'épargne du Canada	-151	-70	-553	-236
Bons du Trésor	-4 200	-1 500	-16 750	-6 100
Autres	250		925	-4
Total	-7 176	-1 170	-10 227	-7 981
Payables en devises				
Obligations négociables			-2 174	-1 576
Billets et prêts				-41
Bons du Canada	-435	-419	-520	-802
Billets du Canada				-173
Total	-435	-419	-2 694	-2 592
Variation nette des emprunts	-7 611	-1 589	-12 921	-10 573
Variation de l'encaisse	-4 320	-209	-8 511	-9 679

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2001	31 juillet 2001	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	43 511	34 875	-8 636
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 692	129 246	-446
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 409	5 548	-861
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 080	7 133	53
Total des régimes de retraite et autres comptes	143 181	141 927	-1 254
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 627	292 986	-1 641
Bons du Trésor	88 700	82 600	-6 100
Obligations d'épargne du Canada	25 753	25 517	-236
Obligations non négociables et billets	3 473	3 469	-4
Total partiel	412 553	404 572	-7 981
Payable en devises	33 171	30 579	-2 592
Total de la dette non échue	445 724	435 151	-10 573
Total de la dette portant intérêt	588 905	577 078	-11 827
Total du passif	632 416	611 953	-20 463
Actif			
Encaisse et débiteurs	18 612	8 933	-9 679
Comptes d'opérations de change	50 010	50 141	131
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	14 268	14 044	-224
Total de l'actif	82 890	73 118	-9 772
Déficit accumulé (dette publique nette)	549 526	538 835	-10 691

Nota – Selon un solde budgétaire de 15 milliards de dollars en 2000-2001.

aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 9,7 milliards de dollars au cours des quatre premiers mois de 2001-2002, comparativement à des besoins nets de 7,4 milliards à la même période l'an dernier. En règle générale, les besoins sont élevés au cours de la première moitié de l'exercice, en raison du versement des remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers et de certains passifs, qui avaient été comptabilisés dans les résultats budgétaires des exercices précédents.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 10,7 milliards de dollars et des besoins nets de 9,7 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, il s'est dégagé des ressources financières (opérations de change exclues) de 1,0 milliard de dollars d'avril 2001 à juillet 2001, comparativement à des ressources de 3,1 milliards pour la même période l'an dernier.

Ressources financières nettes de 0,9 milliard de dollars d'avril 2001 à juillet 2001

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un

besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les quatre premiers mois de 2001-2002 ont été marqués par des besoins nets de 0,1 milliard de dollars, comparativement à des ressources nettes de 1,3 milliard pour la même période de l'exercice précédent.

Avec un excédent budgétaire de 10,7 milliards de dollars, des besoins nets de 9,7 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 0,1 milliard au titre des opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 0,9 milliard de dollars pour la période d'avril 2001 à juillet 2001, comparativement à des ressources nettes de 4,4 milliards pendant la même période de l'exercice précédent.

Les emprunts nets en baisse de 10,6 milliards de dollars d'avril 2001 à juillet 2001

Malgré des ressources financières nettes de seulement 0,9 milliard de dollars au cours des quatre premiers mois de l'exercice 2001-2002, le gouvernement a réduit de 10,6 milliards sa dette détenue sur les marchés au moyen d'une réduction des soldes d'encaisse. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement à chaque mois. À la fin de juillet 2001, l'encaisse s'établissait à 3,5 milliards de dollars, ce qui représente une réduction de 9,7 milliards depuis le 31 mars 2001.

Remarque à l'intention des lecteurs :

Les états financiers du gouvernement sont présentés selon la comptabilité d'exercice modifiée. Ceci signifie que bien que la plupart des dépenses de fonctionnement et des recettes non fiscales soient comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées ou gagnées (même si les encaissements ou décaissements ne sont pas effectués immédiatement), les recettes fiscales sont comptabilisées uniquement au moment des encaissements, et le montant total des acquisitions d'immobilisations, par exemple l'achat d'immeubles, est traité comme une dépense au moment de l'acquisition. Dans le budget de février 1995, le gouvernement avait annoncé son intention d'adopter la méthode de comptabilité d'exercice intégrale. À cette fin, il a mis en œuvre avec succès la Stratégie d'information financière (SIF), un projet pluriannuel visant à moderniser les systèmes financiers et les méthodes comptables. La SIF comporte trois composantes : la mise en œuvre de nouveaux systèmes financiers, l'adoption de la méthode de comptabilité d'exercice intégrale et la communication aux gestionnaires d'informations financières améliorées. Dans le budget de 2000, le gouvernement a fixé à l'exercice 2001-2002 l'échéance de mise en œuvre des deux premières composantes de la SIF.

Pour le moment, les résultats mensuels pour l'exercice 2001-2002 continueront à être présentés selon la comptabilité d'exercice modifiée. Toutefois, les états financiers finaux et vérifiés pour l'exercice 2001-2002, qui doivent être publiés à l'automne 2002, seront présentés selon la comptabilité d'exercice intégrale. De plus, les résultats des exercices antérieurs seront présentés de nouveau selon la comptabilité d'exercice intégrale. Pour obtenir plus de détails à ce sujet, consultez le document d'information *Mise en œuvre de la comptabilité d'exercice intégrale dans les états financiers du gouvernement fédéral*, à l'adresse www.fin.gc.ca.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Peter DeVries, au (613) 996-7397.
Egalement diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Septembre 2001

AUGUST

AOÛT

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Août 2001 : excédent budgétaire de 396 millions de dollars

Le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 396 millions de dollars en août 2001, en baisse de 37 millions par rapport à l'excédent révisé de 433 millions déclaré en août 2000[1]. Parmi les principales composantes, d'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 330 millions de dollars, les frais de la dette publique ont baissé de 168 millions, tandis que les dépenses de programmes ont augmenté de 535 millions.

D'avril à août 2001 : excédent budgétaire de 11,1 milliards de dollars

L'excédent budgétaire a été estimé à 11,1 milliards de dollars pour la période d'avril à août 2001; il est donc demeuré pratiquement inchangé par rapport à l'excédent de 11,0 milliards déclaré pour la même période en 2000-2001. Cependant, les résultats pour 2001-2002 incluent des gains ponctuels, au chapitre des recettes, liés à une hausse de l'impôt sur le revenu des particuliers déclaré, elle-même attribuable aux fortes augmentations des gains en capital observées en 2000. Compte tenu du profil mensuel des recettes, un excédent est attendu en septembre 2001, même s'il devrait être moins élevé que celui de septembre 2000. Par la suite, l'excédent cumulatif commencera à chuter, en partie sous l'effet des réductions d'impôt et des initiatives de dépenses annoncées dans le budget de février 2000 et l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000. En outre, le ralentissement de l'économie sur les bénéfices des sociétés et sur le revenu des particuliers aura une incidence néfaste sur les résultats budgétaires, surtout au cours de la dernière partie de l'année.

[1] Le solde budgétaire pour août 2000 a été révisé, passant du déficit initial déclaré de 1,2 milliard de dollars à un excédent de 433 millions. Cette révision est attribuable à un mauvais classement des recettes entre juillet et août 2000.

Août 2001 : résultats budgétaires

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 330 millions de dollars, soit 2,5 %, en août 2001. Parmi les principales composantes :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 315 millions de dollars, soit 5,7 %, principalement en raison de questions de calendrier ayant affecté négativement les recettes déclarées en août 2000. Ce facteur a plus que neutralisé l'incidence des mesures de réduction de l'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000, de même que celle des bonifications de la Prestation fiscale canadienne pour enfants annoncées dans des budgets antérieurs.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 93 millions de dollars, soit 4,9 %, principalement sous l'effet des remboursements beaucoup moins élevés versés en août 2001 par rapport à août 2000. Comme il a été mentionné dans les numéros précédents de *La revue financière*, cette augmentation d'une année sur l'autre reflète principalement les méthodes de calcul des acomptes provisionnels, puisque les bénéfices d'exploitation des sociétés canadiennes ont en fait décliné au cours du premier trimestre de 2001. Les sociétés doivent verser des acomptes mensuels d'après l'impôt réel à payer de l'année précédente ou l'impôt à payer prévu pour l'exercice en cours, le versement final devant être effectué dans les 60 jours suivant la fin de leur exercice. Pendant la majeure partie de l'exercice 2000-2001, le calcul des acomptes provisionnels mensuels

Tableau 1
État sommaire des opérations

	août		d'avril à août	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
		(M$)		
Opérations budgétaires				
Recettes	12 975	13 305	72 540	74 802
Dépenses de programmes	-9 021	-9 556	-44 363	-47 112
Solde de fonctionnement	3 954	3 749	28 177	27 690
Frais de la dette publique	-3 521	-3 353	-17 225	-16 603
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	433	396	10 952	11 087
Opérations non budgétaires	1 375	457	-6 010	-9 213
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	1 808	853	4 942	1 874
Opérations de change	-2 373	-1 022	-1 105	-1 153
Solde financier net	-565	-169	3 837	721
Variation nette des emprunts	6 729	5 767	-6 193	-4 806
Variation nette de l'encaisse	6 164	5 598	-2 356	-4 085
Encaisse à la fin de la période			10 604	9 097

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.
Les données relatives à août 2000 ont été révisées. Voir le renvoi dans l'encadré de la première page.

était fondé sur l'impôt à payer pour 1999. Or, en raison de la forte croissance des bénéfices des sociétés en 2000, les versements des acomptes provisionnels mensuels sont demeurés en deçà de l'impôt à payer final pour 2000-2001. Le calcul des acomptes provisionnels mensuels étant maintenant fondé sur l'impôt à payer pour 2000, la variation des résultats mensuels d'une année sur l'autre pourrait être trompeuse.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont légèrement reculé, la baisse de taux de cotisation (le taux des cotisations salariales des employés s'établit en 2001 à 2,25 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, comparativement à 2,40 $ en 2000) ayant plus que compensé l'effet de l'augmentation du nombre de salariés, qui versent donc des cotisations.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont diminué de 178 millions de dollars, soit 5,5 %. Les recettes de la taxe sur les produits et services (TPS) ont régressé de 157 millions, uniquement en raison de l'augmentation des remboursements. Les droits de douane à l'importation ont baissé de 182 millions, en raison du moment de la réception des recettes. Les taxes de vente et d'accise ont augmenté de 161 millions, en raison de la hausse des recettes des droits et taxes d'accise sur l'énergie et sur le tabac, cette dernière ayant résulté de l'augmentation des taxes d'accise sur le tabac entrée en vigueur le 6 avril 2001.
- Les recettes non fiscales ont progressé légèrement.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 535 millions de dollars, soit 5,9 %, surtout sous l'effet de fortes augmentations des transferts aux particuliers et aux autres administrations, effet ayant été atténué par la baisse des dépenses de programmes directes.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 320 millions de dollars, soit 11,6 %, les paiements de prestations aux aînés et de prestations d'assurance-emploi ayant été plus élevés. La hausse des paiements de prestations d'assurance-emploi est le reflet des améliorations stratégiques annoncées à l'occasion du budget de février 2000 et en septembre dernier, ainsi que d'une augmentation du nombre de bénéficiaires.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 390 millions de dollars, soit 20,6 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du Transfert

Tableau 2
Recettes budgétaires

	août			d'avril à août		
	2000	2001	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	5 543	5 858	5,7	34 862	35 075	0,6
Impôt sur le revenu des sociétés	1 879	1 972	4,9	9 754	10 831	11,0
Autres	166	258	55,4	1 275	1 462	14,7
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 588	8 088	6,6	45 891	47 368	3,2
Cotisations d'assurance-emploi	1 520	1 492	-1,8	8 497	8 473	-0,3
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 062	1 905	-7,6	10 295	10 374	0,8
Droits de douane à l'importation	463	281	-39,3	1 119	1 204	7,6
Taxes de vente et d'accise	703	864	22,9	3 443	3 823	11,0
Total des taxes et droits d'accise	3 228	3 050	-5,5	14 857	15 401	3,7
Total des recettes fiscales	12 336	12 630	2,4	69 245	71 242	2,9
Recettes non fiscales	639	675	5,6	3 295	3 560	8,0
Total des recettes budgétaires	12 975	13 305	2,5	72 540	74 802	3,1

canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et des programmes de transferts entre administrations. L'augmentation des transferts au titre du TCSPS reflète l'entente signée en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. L'augmentation des transferts entre administrations est attribuable à la hausse des droits à péréquation.

- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont reculé de 175 millions de dollars, soit 4,0 %, la baisse des paiements aux sociétés d'État et des dépenses de fonctionnement et d'immobilisations ayant plus que neutralisé la hausse des subventions et des autres transferts. L'évolution mensuelle de cette composante dépend en grande partie du calendrier des paiements.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont reculé de 168 millions de dollars, soit 4,8 %, sous l'effet de la réduction de l'encours de la dette portant intérêts et de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

D'avril à août 2001 : résultats budgétaires

Au cours des cinq premiers mois de l'exercice 2001-2002, l'excédent budgétaire a été estimé à 11,1 milliards de dollars, en hausse de 135 millions par rapport à l'excédent enregistré pendant la même période en 2000-2001. Les recettes budgétaires ont augmenté de 2,3 milliards, soit 3,1 %, tandis que les frais de la dette publique baissaient de 622 millions, soit 3,6 %. Cette évolution positive du solde budgétaire a été largement atténuée par les dépenses de programmes, en hausse de 2,7 milliards, soit 6,2 %.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des recettes budgétaires :

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont légèrement augmenté, de 213 millions de dollars, soit 0,6 %. Cette hausse est entièrement attribuable à l'augmentation des versements finaux reçus en avril et en mai pour l'année d'imposition 2000, reflet d'une situation exceptionnelle alimentée principalement par de fortes hausses des gains en capital. Cette augmentation ponctuelle des recettes a toutefois été largement neutralisée par l'incidence des mesures de réduction de l'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	août			d'avril à août		
	2000	2001	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 884	2 074	10,1	9 833	10 380	5,6
Prestations d'assurance-emploi	874	1 004	14,9	4 385	4 929	12,4
Total	2 758	3 078	11,6	14 218	15 309	7,7
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 125	1 442	28,2	5 625	7 208	28,1
Transferts fiscaux	978	1 045	6,9	4 839	5 190	7,3
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-206	-200	-2,9	-1 028	-1 000	-2,7
Total	1 897	2 287	20,6	9 436	11 398	20,8
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	93	22	-76,3	147	445	202,7
Affaires étrangères	180	23	-87,2	526	525	-0,2
Santé	65	76	16,9	418	470	12,4
Développement des ressources humaines	15	111	640,0	426	473	11,0
Affaires indiennes et du Nord	282	284	0,7	2 025	1 780	-12,1
Industrie et développement régional	150	166	10,7	515	595	15,5
Anciens combattants	120	127	5,8	598	620	3,7
Autres	72	348	383,3	958	918	-4,2
Total	977	1 157	18,4	5 613	5 826	3,8
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	79	85	7,6	450	485	7,8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	158	5,3	770	790	2,6
Autres	141	116	-17,7	617	626	1,5
Total	370	359	-3,0	1 837	1 901	3,5
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	921	769	-16,5	3 899	3 996	2,5
Ensemble des autres dépenses ministérielles	2 098	1 906	-9,2	9 360	8 682	-7,2
Total	3 019	2 675	-11,4	13 259	12 678	-4,4
Total des dépenses directes de programmes	4 366	4 191	-4,0	20 709	20 405	-1,5
Total des dépenses de programmes	9 021	9 556	5,9	44 363	47 112	6,2
Frais de la dette publique	3 521	3 353	-4,8	17 225	16 603	-3,6
Total des dépenses budgétaires	12 542	12 909	2,9	61 588	63 715	3,5
Poste pour mémoire : total des transferts	5 632	6 522	15,8	29 267	32 533	11,2

l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000. Ces mesures de réduction d'impôt comprennent la réduction des taux d'impôt sur le revenu des particuliers, l'élimination de la surtaxe de 5 %, l'augmentation des seuils, le rétablissement de la pleine indexation du régime d'impôt sur le revenu des particuliers et des prestations connexes, et des augmentations de la Prestation fiscale canadienne pour enfants.

- Les recettes d'impôt des sociétés ont progressé de 1,1 milliard de dollars, ou 11,0 %. En revanche, les bénéfices des sociétés ont reculé d'une année sur l'autre, ce qui permet de penser que la situation actuelle traduit les effets des procédures de versement des acomptes provisionnels et qu'elle devrait s'inverser lorsque les sociétés auront ajusté leurs versements pour tenir compte des profits plus faibles en 2001.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont diminué très légèrement, la baisse des taux de cotisation ayant plus que compensé l'incidence des rajustements d'années antérieures et l'augmentation du nombre de salariés, qui versent donc des cotisations. Le taux des cotisations salariales des employés s'établit en 2001 à 2,25 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, comparativement à 2,40 $ en 2000 et à 2,55 $ en 1999.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 544 millions de dollars, ou 3,7 %. Les recettes de TPS ont augmenté de 0,8 %, soit un niveau légèrement inférieur à l'augmentation des dépenses des consommateurs, en raison de l'accélération du traitement des demandes de remboursement par rapport à l'an dernier. Les recettes de droits de douane à l'importation ont progressé de 7,6 %, tandis que les recettes de taxes de vente et d'accise augmentaient de 11,0 %, reflétant en partie la hausse des taxes d'accise sur le tabac.
- Les recettes non fiscales ont augmenté de 8,0 %.

Parmi les principales composantes des dépenses de programmes, d'une année sur l'autre :

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 7,7 % en raison de la hausse des paiements de prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi. La hausse des paiements de prestations aux aînés fait état de l'augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et du montant moyen des prestations, qui sont indexées à l'inflation. L'augmentation des prestations d'assurance-emploi est principalement attribuable aux améliorations apportées au programme, de même qu'à une augmentation du nombre de bénéficiaires.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 20,8 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS et des programmes de transferts entre administrations. L'augmentation des transferts au titre du TCSPS reflète l'entente signée en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. L'augmentation des transferts entre administrations est principalement attribuable à la hausse des droits à péréquation, en raison de la croissance en Ontario qui demeure plus vigoureuse que dans les provinces bénéficiaires de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont diminué de 1,5 %. Au cours des premiers mois de l'exercice, l'évolution de cette composante dépend en grande partie du calendrier des paiements.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 622 millions de dollars, traduisant la baisse de l'encours de la dette portant intérêts et celle du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Ressources financières de 1,9 milliard de dollars (opérations de change exclues) d'avril à août 2001

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	août		d'avril à août	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	433	396	10 952	11 087
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	23	31	106	248
Autres	-21	15	141	22
Total	2	46	247	270
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	224	-334	-666	-1 196
Comptes de pension de retraite	459	-22	1 474	-466
Autres	1	-15	-215	39
Total	684	-371	593	-1 623
Autres opérations	689	782	-6 850	-7 860
Total des opérations non budgétaires	1 375	457	-6 010	-9 213
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	1 808	853	4 942	1 874
Opérations de change	-2 373	-1 022	-1 105	-1 153
Solde financier net	-565	-169	3 837	721

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	août		d'avril à août	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
		(M$)		
Solde financier net	-565	-169	3 837	721
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	4 800	4 350	10 951	2 709
Obligations d'épargne du Canada	-138	-75	-692	-311
Bons du Trésor	2 900	1 700	-13 850	-4 400
Autres	-467	-1	483	-6
Total	7 095	5 974	-3 108	-2 008
Payables en devises				
Obligations négociables	0	0	-2 174	-1 576
Billets et prêts				-41
Bons du Canada	-366	-207	-886	-1 008
Billets du Canada		0		-173
Total	-366	-207	-3 060	-2 798
Variation nette des emprunts	6 729	5 767	-6 168	-4 806
Variation de l'encaisse	6 164	5 598	-2 331	-4 085

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2001[1]	31 août 2001	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	43 644	44 421	777
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 185	128 720	-465
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 391	5 195	-1 196
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 253	7 292	39
Total des régimes de retraite et autres comptes	142 829	141 207	-1 622
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 973	297 682	2 709
Bons du Trésor	88 700	84 300	-4 400
Obligations d'épargne du Canada	26 099	25 789	-310
Autres	3 473	3 468	-5
Total partiel	413 245	411 239	-2 006
Payable en devises	33 158	30 359	-2 799
Total de la dette non échue	446 403	441 598	-4 805
Total de la dette portant intérêt	589 232	582 805	-6 427
Total du passif	632 876	627 226	-5 650
Actif			
Encaisse et débiteurs	19 186	23 740	4 554
Comptes d'opérations de change	50 270	51 423	1 153
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	16 042	15 772	-270
Total de l'actif	85 498	90 935	5 437
Déficit accumulé (dette publique nette)	547 378	536 291	-11 087

[1] Les données pour 2000-2001 ont été révisées de façon à refléter les résultats finaux de l'exercice, tels qu'ils ont été publiés dans les *Comptes publics du Canada* de 2001.

Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 9,2 milliards de dollars au cours des cinq premiers mois de 2001-2002, comparativement à des besoins nets de 6,0 milliards à la même période l'an dernier. En règle générale, les besoins sont élevés au cours de la première moitié de l'exercice, en raison du versement des remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers et de certains passifs, qui ont été comptabilisés dans les résultats budgétaires des exercices précédents.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 11,1 milliards de dollars et des besoins nets de 9,2 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, il s'est dégagé des ressources financières (opérations de change exclues) de 1,9 milliard d'avril à août 2001, comparativement à des ressources de 4,9 milliards pour la même période l'an dernier.

La revue financière

Ressources financières nettes de 0,7 milliard de dollars d'avril à août 2001

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les cinq premiers mois de 2001-2002 ont été marqués par des besoins nets de 1,2 milliard de dollars, comparativement à des besoins nets de 1,1 milliard pour la même période de l'exercice précédent.

Avec un excédent budgétaire de 11,1 milliards de dollars, des besoins nets de 9,2 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 1,2 milliard au titre des opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 0,7 milliard pour la période d'avril à août 2001, comparativement à des ressources nettes de 3,8 milliards pendant la même période de l'année précédente.

Les emprunts nets en baisse de 4,8 milliards de dollars d'avril à août 2001

Malgré des ressources financières nettes de seulement 0,7 milliard de dollars au cours des cinq premiers mois de l'exercice 2001-2002, le gouvernement a réduit sa dette détenue sur les marchés de 4,8 milliards au moyen d'une réduction des soldes d'encaisse. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement à chaque mois. À la fin d'août 2001, l'encaisse s'établissait à 9,1 milliards de dollars, ce qui représente une réduction de 4,1 milliards depuis le 31 mars 2001.

Remarque à l'intention des lecteurs :

Les états financiers du gouvernement sont présentés selon la comptabilité d'exercice modifiée. Cela signifie que bien que la plupart des dépenses de fonctionnement et des recettes non fiscales sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées ou gagnées (même si les encaissements ou décaissements ne sont pas effectués immédiatement), les recettes fiscales sont comptabilisées uniquement au moment des encaissements, et le montant total des acquisitions d'immobilisations, par exemple l'achat d'immeubles, est traité comme une dépense au moment de l'acquisition. Dans le budget de février 1995, le gouvernement avait annoncé son intention d'adopter la méthode de comptabilité d'exercice intégrale. À cette fin, il a mis en œuvre avec succès la Stratégie d'information financière (SIF), un projet pluriannuel visant à moderniser les systèmes financiers et les méthodes comptables. La SIF comporte trois composantes : la mise en œuvre de nouveaux systèmes financiers, l'adoption de la méthode de comptabilité d'exercice intégrale et la communication d'informations financières améliorées aux gestionnaires. Dans le budget de 2000, le gouvernement a fixé à l'exercice 2001-2002 l'échéance de mise en œuvre des deux premières composantes de la SIF.

Pour le moment, les résultats mensuels pour l'exercice 2001-2002 continueront à être présentés selon la comptabilité d'exercice modifiée. Toutefois, les états financiers finaux et vérifiés pour l'exercice 2001-2002, qui doivent être publiés à l'automne 2002, seront présentés selon la comptabilité d'exercice intégrale. De plus, les résultats des exercices antérieurs seront présentés de nouveau selon la comptabilité d'exercice intégrale. Pour obtenir des détails à ce sujet, consultez le document d'information *Mise en œuvre de la comptabilité d'exercice intégrale dans les états financiers du gouvernement fédéral*, à l'adresse www.fin.gc.ca.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Peter DeVries, au (613) 996-7397.
Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Octobre 2001

SEPTEMBER

SEPTEMBRE

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Septembre 2001 : excédent budgétaire de 2,5 milliards de dollars

Le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 2,5 milliards de dollars en septembre 2001, en baisse de 1,3 milliard de dollars par rapport à l'excédent révisé de 3,8 milliards déclaré en septembre 2000. Depuis 1996-1997, d'importants excédents sont déclarés en septembre, surtout en raison de l'inclusion des versements trimestriels d'impôt sur le revenu. D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont baissé de 0,8 milliard de dollars tandis que les dépenses de programmes ont augmenté de 0,8 milliard de dollars. Une diminution de 0,3 milliard de dollars des frais de la dette publique est venue atténuer l'incidence de ces facteurs.

D'avril à septembre 2001 : excédent budgétaire de 13,6 milliards de dollars

L'excédent budgétaire a été estimé à 13,6 milliards de dollars d'avril à septembre 2001, en baisse de 1,2 milliard de dollars par rapport à l'excédent de 14,7 milliards de dollars déclaré pour la même période en 2000-2001. Cependant, les résultats pour 2001-2002 incluent des gains ponctuels, au chapitre des recettes, liés à une hausse de l'impôt sur le revenu déclaré des particuliers, elle-même attribuable aux fortes augmentations des gains en capital observées en 2000, si bien que l'excédent sous-jacent pour 2001-2002 a été surestimé.

Tel qu'indiqué dans *La revue financière* d'août 2001, un excédent était prévu en septembre 2001, mais de moindre importance que celui qui avait été affiché en septembre 2000. Dans les mois à venir, l'excédent cumulatif chutera. Cette situation est attribuable en partie à l'incidence continue des réductions d'impôt et des initiatives de dépenses annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et la Mise à jour budgétaire* d'octobre 2000. L'effet du ralentissement de l'économie sur les bénéfices des sociétés et sur le revenu des particuliers nuira aux résultats financiers, surtout au cours de la dernière partie de l'année.

Septembre 2001 : résultats budgétaires

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont reculé de 0,8 milliard de dollars, soit 5,2 %. Toutes les principales composantes ont baissé.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 0,2 milliard de dollars, soit 2,8 %, principalement sous l'effet des réductions d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et la Mise à jour budgétaire* d'octobre 2000, ainsi qu'en raison de bonifications de la Prestation fiscale canadienne pour enfants annoncées dans des budgets antérieurs.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont régressé de 0,1 milliard de dollars, ou 3,4 %, surtout en raison des remboursements versés en septembre 2001, qui ont été plus élevés qu'en septembre 2000.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi (AE) ont diminué de 0,1 milliard de dollars, soit 6,6 %, reflet de rajustements pour années antérieures et de la baisse des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales des employés s'établit en 2001 à 2,25 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, comparativement à 2,40 $ en 2000), qui ont largement compensé l'effet de la croissance du nombre de salariés, qui versent donc des cotisations.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont baissé de 0,3 milliard de dollars, soit 10,7 %. Cette baisse est entièrement attribuable au recul de 0,4 milliard de dollars des recettes de taxe sur les produits et services (TPS), lui-même dû à une augmentation des remboursements et à une diminution de la TPS perçue au titre des produits et des services importés.

Ministère des Finances Canada Department of Finance Canada

Canada

Tableau 1
État sommaire des opérations

	septembre		d'avril à septembre	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
		(M$)		
Opérations budgétaires				
Recettes	15 664	14 852	88 204	89 653
Dépenses de programmes	-8 412	-9 168	-52 773	-56 278
Solde de fonctionnement	7 252	5 684	35 431	33 375
Frais de la dette publique	-3 472	-3 198	-20 697	-19 801
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 780	2 486	14 734	13 574
Opérations non budgétaires	-152	-192	-6 162	-9 399
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	3 628	2 294	8 572	4 175
Opérations de change	485	1 652	-620	499
Solde financier net	4 113	3 946	7 952	4 674
Variation nette des emprunts	-12 116	-9 449	-18 309	-14 254
Variation nette de l'encaisse	-8 003	-5 503	-10 357	-9 580
Encaisse à la fin de la période			2 602	3 595

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

- Les recettes non fiscales ont régressé de 0,2 milliard de dollars, soit 19,9 %, principalement en raison de l'échelonnement des dates de réception et de la baisse des intérêts sur les soldes bancaires.

L'augmentation de 0,8 milliard de dollars, ou 9,0 %, des dépenses de programmes d'une année sur l'autre reflète surtout la forte hausse des transferts aux particuliers et aux autres administrations.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, ou 10,6 %, principalement en raison de l'augmentation des paiements de prestations d'AE. Celle-ci traduit les bonifications stratégiques annoncées dans le budget de février 2000 et en septembre dernier, ainsi qu'une augmentation du nombre de bénéficiaires. Les prestations aux aînés sont demeurées pratiquement inchangées en raison du calendrier des paiements entre août et septembre.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 0,4 milliard de dollars, ou 19,7 %, sous l'effet de l'augmentation des transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et des programmes de transferts entre administrations. L'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS reflète l'entente signée en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards de dollars en 2001-2002. L'augmentation des transferts entre administrations est attribuable à la hausse des droits à péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté légèrement, la baisse des dépenses de fonctionnement et d'immobilisations ayant été largement compensée par la hausse des paiements dans les autres composantes. L'évolution mensuelle de cette composante dépend en grande partie du calendrier des paiements et de l'achèvement de la transition à la nouvelle Stratégie d'information financière.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont reculé de 0,3 milliard de dollars, soit 7,9 %, sous l'effet de la réduction de l'encours de la dette portant intérêts et de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette.

Tableau 2
Recettes budgétaires

	septembre			d'avril à septembre		
	2000	2001	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	8 580	8 342	-2,8	43 443	43 417	-0,1
Impôt sur le revenu des sociétés	1 595	1 541	-3,4	11 349	12 372	9,0
Autres	164	226	37,8	1 439	1 688	17,3
Total des recettes d'impôt sur le revenu	10 339	10 109	-2,2	56 231	57 477	2,2
Cotisations d'assurance-emploi	1 437	1 342	-6,6	9 934	9 815	-1,2
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 103	1 725	-18,0	12 398	12 098	-2,4
Droits de douane à l'importation	220	243	10,5	1 339	1 447	8,1
Taxes de vente et d'accise	798	819	2,6	4 240	4 642	9,5
Total des taxes et droits d'accise	3 121	2 787	-10,7	17 977	18 187	1,2
Total des recettes fiscales	14 897	14 238	-4,4	84 142	85 479	1,6
Recettes non fiscales	767	614	-19,9	4 062	4 174	2,8
Total des recettes budgétaires	15 664	14 852	-5,2	88 204	89 653	1,6

D'avril à septembre 2001 : résultats budgétaires

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2001-2002, l'excédent budgétaire a été estimé à 13,6 milliards de dollars, en baisse de 1,2 milliard de dollars par rapport à l'excédent déclaré à la même période en 2000-2001. Les recettes budgétaires ont augmenté de 1,4 milliard de dollars, soit 1,6 %, alors que les frais de la dette publique ont baissé de 0,9 milliard de dollars, ou 4,3 %. Cette évolution positive du solde budgétaire a été largement compensée par l'augmentation des dépenses de programmes, en hausse de 3,5 milliards de dollars, ou 6,6 %.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des recettes budgétaires :

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont légèrement diminué, l'incidence des mesures de réduction d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et la Mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 ayant compensé l'augmentation des versements finaux reçus en avril et en mai pour l'année d'imposition 2000.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont progressé de 1,0 milliard de dollars, soit 9,0 %. Tel que mentionné dans les numéros précédents de *La revue financière*, cette augmentation d'une année sur l'autre reflète principalement les méthodes de calcul des acomptes provisionnels. Les sociétés doivent verser des acomptes mensuels d'après l'impôt réel à payer de l'année précédente ou l'impôt à payer prévu pour l'exercice en cours, le versement final devant être effectué dans les 60 jours suivant la fin de leur exercice. Pendant la majeure partie de l'exercice 2000-2001, le calcul des acomptes provisionnels mensuels était fondé sur l'impôt à payer pour 1999. Or, en raison de la forte croissance des bénéfices des sociétés en 2000, les versements des acomptes provisionnels mensuels sont demeurés en deçà de l'impôt à payer final pour 2000-2001. Le calcul des acomptes provisionnels mensuels étant maintenant fondé sur l'impôt à payer pour 2000, la variation des résultats mensuels d'une année sur l'autre pourrait être trompeuse car elle ne tient pas encore compte de la diminution des bénéfices d'exploitation des sociétés canadiennes au cours de la première partie de 2001.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	septembre			d'avril à septembre		
	2000	2001	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 120	2 121	0,0	11 953	12 501	4,6
Prestations d'assurance-emploi	671	967	44,1	5 056	5 897	16,6
Total	2 791	3 088	10,6	17 009	18 398	8,2
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 125	1 442	28,2	6 750	8 650	28,1
Transferts fiscaux	993	1 046	5,3	5 831	6 236	6,9
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-206	-200	-2,9	-1 233	-1 200	-2,7
Total	1 912	2 288	19,7	11 348	13 686	20,6
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	109	19	-82,6	255	463	81,6
Affaires étrangères	40	108	170,0	566	633	11,8
Santé	148	121	-18,2	566	591	4,4
Développement des ressources humaines	33	152	360,6	459	625	36,2
Affaires indiennes et du Nord	444	348	-21,6	2 470	2 129	-13,8
Industrie et développement régional	91	12	-86,8	606	607	0,2
Anciens combattants	121	127	5,0	718	747	4,0
Autres	76	234	207,9	1 032	1 148	11,2
Total	1 062	1 121	5,6	6 672	6 943	4,1
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	65	80	23,1	515	565	9,7
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	158	5,3	920	948	3,0
Autres	90	130	44,4	708	756	6,8
Total	305	368	20,7	2 143	2 269	5,9
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	874	842	-3,7	4 773	4 838	1,4
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 468	1 461	-0,5	10 828	10 144	-6,3
Total	2 342	2 303	-1,7	15 601	14 982	-4,0
Total des dépenses directes de programmes	3 709	3 792	2,2	24 416	24 194	-0,9
Total des dépenses de programmes	8 412	9 168	9,0	52 773	56 278	6,6
Frais de la dette publique	3 472	3 198	-7,9	20 697	19 801	-4,3
Total des dépenses budgétaires	11 884	12 366	4,1	73 470	76 079	3,6
Poste pour mémoire : total des transferts	5 765	6 497	12,7	35 029	39 027	11,4

- Les recettes au titre des cotisations d'AE ont diminué de 1,2 %, la baisse des taux de cotisation ayant plus que compensé la croissance du nombre de salariés, qui versent donc des cotisations. Le taux des cotisations salariales des employés s'établit en 2001 à 2,25 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, en comparaison de 2,40 $ en 2000 et de 2,55 $ en 1999.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,2 milliard de dollar, ou 1,2 %. Les recettes de TPS ont baissé de 2,4 %, surtout en raison de l'augmentation des remboursements et de la diminution des recettes prélevées sur les importations. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 8,1 %, tandis que les taxes de vente et d'accise progressaient de 9,5 %, en partie en raison de la hausse des taxes d'accise sur le tabac.
- Les recettes non fiscales ont augmenté de 2,8 %.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des dépenses de programmes :

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 8,2 % en raison de la hausse des paiements de prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi. La hausse des paiements de prestations aux aînés fait état de l'augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et du montant moyen des prestations qui sont indexées à l'inflation. L'augmentation des prestations d'assurance-emploi est principalement attribuable à l'effet des améliorations apportées au programme, de même qu'à une augmentation du nombre de bénéficiaires.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 20,6 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et des programmes de transfert entre administrations. L'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS reflète l'entente signée en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards de dollars en 2001-2002. L'augmentation des transferts entre administrations est principalement attribuable à la hausse des droits à péréquation, en raison de la croissance en Ontario qui demeure plus vigoureuse que dans les provinces bénéficiaires de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont diminué de 0,9 %. L'évolution de cette composante dépend en grande partie du calendrier des paiements ainsi que de la mise en œuvre complète de la nouvelle Stratégie d'information financière. L'instauration du nouveau système a entraîné la modification du profil mensuel des dépenses. Il en résultera qu'une plus grande partie des dépenses sera comptabilisée dans la seconde moitié de l'année que par les années précédentes.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 0,9 milliard de dollars, traduisant la baisse de l'encours de la dette portant intérêts et celle du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Ressources financières de 4,2 milliards (opérations de change exclues) d'avril à septembre 2001

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 9,4 milliards de dollars au cours des six premiers mois de 2001-2002, comparativement à des besoins nets de 6,2 milliards de dollars à la même période l'an dernier. En règle générale, les besoins sont toujours élevés au cours de la première moitié de l'exercice, en raison du versement des remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers et de certains passifs, qui avaient été comptabilisés dans les résultats budgétaires des exercices précédents.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	septembre		d'avril à septembre	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 780	2 486	14 734	13 574
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	100	106	206	355
Autres	42	-528	183	-507
Total	142	-422	389	-152
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	128	578	-538	-618
Comptes de pension de retraite	-14	-185	1 460	-652
Autres	150	-6	-65	34
Total	264	387	857	-1 236
Autres opérations	-558	-157	-7 408	-8 011
Total des opérations non budgétaires	-152	-192	-6 162	-9 399
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	3 628	2 294	8 572	4 175
Opérations de change	485	1 652	-620	499
Solde financier net	4 113	3 946	7 952	4 674

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	septembre		d'avril à septembre	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
		(M$)		
Solde financier net	4 113	3 946	7 952	4 674
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-4 933	-8 693	6 018	-5 983
Obligations d'épargne du Canada	-98	-38	-790	-349
Bons du Trésor	-6 200	400	-20 050	-4 000
Autres	-376	-4	82	-9
Total	-11 607	-8 335	-14 740	-10 341
Payables en devises				
Obligations négociables	0	0	-2 174	-1 576
Billets et prêts				-41
Bons du Canada	-509	-1 114	-1 395	-2 123
Billets du Canada		0		-173
Total	-509	-1 114	-3 569	-3 913
Variation nette des emprunts	-12 116	-9 449	-18 309	-14 254
Variation de l'encaisse	-8 003	-5 503	-10 357	-9 580

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2001	31 septembre 2001	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	43 644	43 481	-163
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 185	128 533	-652
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 391	5 773	-618
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 253	7 287	34
Total des régimes de retraite et autres comptes	142 829	141 593	-1 236
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 973	288 990	-5 983
Bons du Trésor	88 700	84 700	-4 000
Obligations d'épargne du Canada	26 099	25 750	-349
Autres	3 473	3 464	-9
Total partiel	413 245	402 904	-10 341
Payable en devises	33 158	29 245	-3 913
Total de la dette non échue	446 403	432 149	-14 254
Total de la dette portant intérêt	589 232	573 742	-15 490
Total du passif	632 876	617 223	-15 654
Actif			
Encaisse et débiteurs	19 186	17 454	-1 733
Comptes d'opérations de change	50 270	49 771	-499
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	16 042	16 194	152
Total de l'actif	85 498	83 419	-2 080
Déficit accumulé (dette publique nette)	547 378	533 804	-13 574

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 13,6 milliards de dollars et des besoins nets de 9,4 milliards de dollars au chapitre des opérations non budgétaires, il s'est dégagé des ressources financières (opérations de change exclues) de 4,2 milliards de dollars d'avril à septembre 2001, comparativement à des ressources financières de 8,6 milliards de dollars pour la même période l'an dernier.

Ressources financières nettes de 4,7 milliards de dollars d'avril à septembre 2001

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les six premiers mois de 2001-2002 ont été marqués par des ressources financières nettes de 0,5 milliard de dollars, comparativement à des besoins financiers nets de 0,6 milliard de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Avec un excédent budgétaire de 13,6 milliards de dollars, des besoins nets de 9,4 milliards de dollars au chapitre des opérations non budgétaires et des ressources nettes de 0,5 milliard de dollars au

titre des opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 4,7 milliards de dollars pour la période d'avril à septembre 2001, comparativement à des ressources nettes de 8,0 milliards de dollars pendant la même période de l'année précédente.

Les emprunts nets en baisse de 14,3 milliards de dollars d'avril à septembre 2001

Malgré des ressources financières nettes de seulement 4,7 milliards de dollars au cours des six premiers mois de l'exercice 2001-2002, le gouvernement a été en mesure de réduire sa dette détenue sur les marchés de 14,3 milliards de dollars au moyen d'une réduction des soldes d'encaisse. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement à chaque mois. À la fin de septembre 2001, l'encaisse s'établissait à 3,6 milliards de dollars, ce qui représente une réduction de 9,6 milliards de dollars depuis le 31 mars 2001.

Note :

Les états financiers du gouvernement sont présentés selon la comptabilité d'exercice modifiée. Cela signifie que bien que la plupart des dépenses de fonctionnement et des recettes non fiscales sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées ou gagnées (même si les encaissements ou décaissements ne sont pas effectués immédiatement), les recettes fiscales sont comptabilisées uniquement au moment des encaissements, et le montant total des acquisitions d'immobilisations, par exemple l'achat d'immeubles, est traité comme une dépense au moment de l'acquisition. Dans le budget de février 1995, le gouvernement avait annoncé son intention d'adopter la méthode de comptabilité d'exercice intégrale. À cette fin, il a mis en œuvre avec succès la Stratégie d'information financière (SIF), un projet pluriannuel visant à moderniser les systèmes financiers et les méthodes comptables. La SIF comporte trois composantes : la mise en œuvre de nouveaux systèmes financiers, l'adoption de la méthode de comptabilité d'exercice intégrale et la communication d'informations financières améliorées aux gestionnaires. Dans le budget de 2000, le gouvernement a fixé à l'exercice 2001-2002 l'échéance de mise en œuvre des deux premières composantes de la SIF.

Pour le moment, les résultats mensuels pour l'exercice 2001-2002 continueront à être présentés selon la comptabilité d'exercice modifiée. Toutefois, les états financiers finaux et vérifiés pour l'exercice 2001-2002, qui doivent être publiés à l'automne de 2002, seront présentés selon la comptabilité d'exercice intégrale. De plus, les résultats des exercices antérieurs seront présentés de nouveau selon la comptabilité d'exercice intégrale. Pour obtenir plus de détails à ce sujet, consultez le document d'information *Présentation des états financiers du gouvernement fédéral selon la comptabilité d'exercice intégrale*, à l'adresse suivante : www.fin.gc.ca.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Peter DeVries, au (613) 996-7397.
Cette publication est également diffusée sur Internet (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Novembre 2001

OCTOBER

OCTOBRE

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

La revue financière

Faits saillants

Octobre 2001 : déficit budgétaire de 0,3 milliard de dollars

Le gouvernement a accusé un déficit budgétaire de 0,3 milliard de dollars en octobre 2001, comparativement à un déficit de 0,1 milliard en octobre 2000. Les estimations établies pour octobre 2000 incluent toutefois le transfert ponctuel de 1 milliard de dollars au Fonds pour les appareils médicaux, qui a entraîné le déficit affiché ce mois-là. D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 0,3 milliard de dollars tandis que les dépenses de programmes ont augmenté de 0,6 milliard. Les frais de la dette publique ont pour leur part baissé de 0,1 milliard.

D'avril à octobre 2001 : excédent budgétaire de 13,2 milliards de dollars

L'excédent budgétaire a été estimé à 13,2 milliards de dollars d'avril à octobre 2001, en baisse de 1,4 milliard de dollars par rapport à l'excédent de 14,6 milliards déclaré pour la même période en 2000-2001. Les résultats pour 2001-2002 incluent toutefois des gains ponctuels attribuables à des versements plus élevés de l'impôt sur le revenu des particuliers au titre des fortes augmentations des gains en capital enregistrées en 2000, si bien que l'excédent sous-jacent pour 2001-2002 a été surestimé.

Dans les mois à venir, l'excédent cumulatif commencera à baisser en partie sous l'effet de l'incidence continue des réductions d'impôt et des initiatives de dépenses annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000, ainsi que de celles qui ont été annoncées avant le budget de 2001 et proposées dans celui-ci. En outre, l'effet du ralentissement de l'économie sur les bénéfices des sociétés et sur le revenu des particuliers nuira aux résultats financiers, surtout dans la dernière partie de l'année. Tel qu'indiqué dans le budget de 2001, l'excédent déclaré à la fin de 2001-2002 sera affecté au fonds pour l'Afrique et à la fondation pour l'infrastructure stratégique.

Octobre 2001 : résultats budgétaires

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, soit 2,2 %. La hausse des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ainsi que celle des droits et des taxes d'accise a largement compensé les baisses des autres principales composantes.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, soit 7,5 %. La totalité de cette augmentation est attribuable à des rajustements pour années antérieures apportés aux comptes du Régime de pensions du Canada (RPC) et de l'assurance-emploi, qui ont atténué les résultats d'octobre 2000. Les versements bruts reçus incluent non seulement l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers, mais aussi l'impôt provincial à payer (comme le prévoient les accords de perception fiscale conclus avec les provinces participantes) ainsi que les cotisations des employés et de l'employeur aux comptes du RPC et de l'assurance-emploi. Les sommes déduites chaque mois de ces montants à payer s'appuient sur des estimations, et des rajustements sont apportés quand les données sont communiquées par l'Agence des douanes et du revenu du Canada. D'après les données fiscales de 1999, des transferts de 1,4 milliard de dollars ont été effectués des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers aux comptes du RPC et de l'assurance-emploi, ce qui a atténué les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers en octobre 2000. Aucun rajustement n'a été apporté aux résultats d'octobre 2001. En excluant des résultats d'octobre 2000 l'incidence de ces rajustements les recettes de l'impôt sur le revenu des

Tableau 1
État sommaire des opérations

	octobre		d'avril à octobre	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
		(M$)		
Opérations budgétaires				
Recettes	13 324	13 620	101 528	103 272
Dépenses de programmes	-10 063	-10 675	-62 837	-66 954
Solde de fonctionnement	3 261	2 945	38 691	36 318
Frais de la dette publique	-3 406	-3 287	-24 103	-23 088
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-145	-342	14 588	13 230
Opérations non budgétaires	948	-1 530	-5 211	-10 930
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	803	-1 872	9 377	2 300
Opérations de change	692	-1 010	72	-512
Solde financier net	1 495	-2 882	9 449	1 788
Variation nette des emprunts	3 658	4 546	-14 652	-9 708
Variation nette de l'encaisse	5 153	1 664	-5 203	-7 920
Encaisse à la fin de la période			7 755	5 259

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

particuliers auraient été moins élevées cette année. Cela traduit l'incidence des mesures de réduction de l'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000, ainsi que des bonifications de la Prestation fiscale canadienne pour enfants annoncées dans des budgets antérieurs. En outre, le ralentissement de la croissance économique freine la croissance globale des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers.

- Les recettes de l'impôt des sociétés ont reculé de 0,4 milliard de dollars, soit 21,3 %, sous l'effet d'une hausse des remboursements et d'une baisse des montants bruts perçus.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont régressé de 0,4 milliard de dollars, soit 26,0 %, surtout en raison des rajustements pour années antérieures susmentionnés, qui ont fait augmenter les recettes d'octobre 2000. De plus, les taux de cotisation sont moins élevés (le taux des employés s'établit en 2001 à 2,25 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, comparativement à 2,40 $ en 2000).
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,8 milliard de dollars, soit 23,1 %. La plus grande partie de cette augmentation est attribuable à la hausse des recettes de la taxe sur les produits et services (TPS), qui traduit surtout le calendrier des paiements (les recettes de septembre 2001 ont été inférieures de 0,3 milliard de dollars à celles de septembre 2000).
- Les recettes non fiscales ont baissé de 5,1 %, principalement en raison de l'échelonnement des dates de réception et de la baisse des intérêts sur les soldes bancaires.

L'augmentation de 0,6 milliard de dollars, ou 6,1 %, des dépenses de programmes d'une année sur l'autre reflète surtout la forte hausse des transferts aux particuliers et des dépenses de programmes directes.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 0,4 milliard de dollars, ou 15,3 %, principalement en raison de l'augmentation de 43,5 % des paiements de prestations d'assurance-emploi. Cette augmentation traduit les bonifications des prestations annoncées dans le budget de février 2000 et en septembre 2000 ainsi que le nombre plus élevé de bénéficiaires. Les prestations aux aînés ont augmenté de 4,9 %.
- Les principaux transferts aux autres ordres de gouvernement ont diminué de 0,6 milliard de dollars, ou 21 %, sous l'effet du paiement de 1 milliard versé en fiducie aux provinces et aux territoires pour l'achat d'appareils médicaux neufs dans le cadre de l'accord de

Tableau 2
Recettes budgétaires

	octobre			d'avril à octobre		
	2000	2001	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	5 397	5 800	7,5	48 840	49 218	0,8
Impôt sur les bénéfices des sociétés	1 853	1 459	-21,3	13 201	13 832	4,8
Autres	381	378	-0,8	1 820	2 065	13,5
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 631	7 637	0,1	63 861	65 115	2,0
Cotisations d'assurance-emploi	1 614	1 194	-26,0	11 548	11 009	-4,7
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 325	3 172	36,4	14 723	15 269	3,7
Droits de douane à l'importation	230	332	44,3	1 569	1 777	13,3
Taxes de vente et d'accise	706	509	-27,9	4 946	5 150	4,1
Total des taxes et droits d'accise	3 261	4 013	23,1	21 238	22 196	4,5
Total des recettes fiscales	12 506	12 844	2,7	96 647	98 320	1,7
Recettes non fiscales	818	776	-5,1	4 881	4 952	1,5
Total des recettes budgétaires	13 324	13 620	2,2	101 528	103 272	1,7

septembre 2000 sur la santé. En excluant l'impact de ce paiement spécial, les transferts ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, soit 20,7 %. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) reflète l'entente conclue en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. L'augmentation des transferts fiscaux est attribuable à la hausse des droits à péréquation.

- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres ordres de gouvernement, ont augmenté de 0,8 milliard de dollars, soit 18,1 %. Toutes les principales composantes ont augmenté, sauf les paiements aux sociétés d'État. Les fluctuations mensuelles de ces composantes sont en grande partie attribuables au calendrier des paiements et à l'achèvement de la transition à la nouvelle Stratégie d'information financière.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont reculé de 0,1 milliard de dollars, soit 3,5 %, sous l'effet de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

D'avril à octobre 2001 : résultats budgétaires

Au cours des sept premiers mois de l'exercice 2001-2002, l'excédent budgétaire a été estimé à 13,2 milliards de dollars, en baisse de 1,4 milliard par rapport à l'excédent déclaré à la même période en 2000-2001. Les recettes budgétaires ont augmenté de 1,7 milliard de dollars, soit 1,7 %, tandis que les frais de la dette publique ont baissé de 1,0 milliard de dollars, ou 4,2 %. Cette évolution positive du solde budgétaire a été plus qu'annulée par l'augmentation des dépenses de programmes, en hausse de 4,1 milliards de dollars, ou 6,6 %.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des recettes budgétaires :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont légèrement augmenté, l'incidence des mesures de réduction d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 ayant été compensée par l'augmentation des versements finaux reçus en avril et en mai pour l'année d'imposition 2000 ainsi que par les rajustements pour années antérieures modifiant les résultats d'octobre 2000.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	octobre			d'avril à octobre		
	2000	2001	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 037	2 137	4,9	13 990	14 638	4,6
Prestations d'assurance-emploi	750	1 076	43,5	5 806	6 973	20,1
Total	2 787	3 213	15,3	19 796	21 611	9,2
Autres ordres de gouvernement						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 125	1 442	28,2	7 875	10 092	28,2
Transferts fiscaux	976	1 046	7,2	6 807	7 281	7,0
Fonds pour les appareils médicaux	1 000			1 000		
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-206	-200	-2,9	-1 439	-1 400	-2,7
Total	2 895	2 288	-21,0	14 243	15 973	12,1
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres transferts						
Agriculture	7	40	471,4	263	504	91,6
Affaires étrangères	212	245	15,6	778	879	13,0
Santé	67	107	59,7	633	698	10,3
Développement des ressources humaines	120	139	15,8	579	764	32,0
Affaires indiennes et du Nord	176	313	77,8	2 646	2 442	-7,7
Industrie et développement régional	125	201	60,8	732	808	10,4
Anciens combattants	122	121	-0,8	841	868	3,2
Autres	57	233	308,8	1 087	1 388	27,7
Total	886	1 399	57,9	7 559	8 351	10,5
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	100	83	-17,0	615	648	5,4
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	158	5,3	1 070	1 106	3,4
Autres	167	170	1,8	874	927	6,1
Total	417	411	-1,4	2 559	2 681	4,8
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	989	1 037	4,9	5 762	5 876	2,0
Ensemble des autres dépenses ministérielles	2 089	2 327	11,4	12 918	12 462	-3,5
Total	3 078	3 364	9,3	18 680	18 338	-1,8
Total des dépenses directes de programmes	4 381	5 174	18,1	28 798	29 370	2,0
Total des dépenses de programmes	10 063	10 675	6,1	62 837	66 954	6,6
Frais de la dette publique	3 406	3 287	-3,5	24 103	23 088	-4,2
Total des dépenses budgétaires	13 469	13 962	3,7	86 940	90 042	3,6
Poste pour mémoire : total des transferts	6 568	6 900	5,1	41 598	45 935	10,4

- Les recettes de l'impôt des sociétés ont progressé de 0,6 milliard de dollars, soit 4,8 %. L'augmentation des recettes cumulatives a sensiblement ralenti durant les derniers mois à mesure que les sociétés rajustent leurs versements pour tenir compte des bénéfices moins élevés en 2001.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,5 milliard de dollars, soit 4,7 %. L'incidence des rajustements pour années antérieures modifiant les résultats d'octobre 2000, jumelée à la baisse des taux de cotisation, a en effet plus que compensé l'incidence de la croissance du nombre de salariés, et donc de personnes qui versent des cotisations.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 1,0 milliard de dollars, soit 4,5 %. Les recettes de TPS ont augmenté de 3,7 %, les droits de douane à l'importation ont grimpé de 13,3 %, tandis que les taxes de vente et d'accise progressaient de 4,1 %.
- Les recettes non fiscales ont augmenté de 1,5 %.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des dépenses de programmes :

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 9,2 % en raison de la hausse des paiements de prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi. La hausse des paiements de prestations aux aînés fait état de l'augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et de la hausse du montant moyen des prestations, qui sont indexées à l'inflation. L'augmentation des prestations d'assurance-emploi est principalement attribuable à l'effet des améliorations apportées au programme, de même qu'à une augmentation du nombre de bénéficiaires.
- Les principaux transferts aux autres ordres de gouvernement ont progressé de 12,1 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS et des programmes de transferts fiscaux. L'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS reflète l'entente conclue en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. L'augmentation des transferts fiscaux est principalement attribuable à la hausse des droits à péréquation, attribuable au fait que la croissance en Ontario demeure plus vigoureuse que dans les provinces bénéficiaires de la péréquation. Les résultats cumulatifs tiennent également compte du paiement spécial de 1 milliard de dollars versé en octobre 2000 au Fonds pour les appareils médicaux.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres ordres de gouvernement, ont augmenté de 0,2 %. L'évolution de cette composante dépend en grande partie du calendrier des paiements ainsi que de la mise en œuvre complète de la nouvelle Stratégie d'information financière. L'instauration du nouveau système a entraîné la modification du profil mensuel des dépenses. Il en résultera qu'une plus grande partie des dépenses sera comptabilisée dans la seconde moitié de l'année par rapport aux années précédentes.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 1,0 milliard de dollars, traduisant la baisse de l'encours de la dette portant intérêt et celle du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Ressources financières de 2,3 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril à octobre 2001

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 10,9 milliards de dollars au cours des sept premiers mois de 2001-2002, comparativement à des besoins nets de

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	octobre		d'avril à octobre	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-145	-342	14 588	13 230
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	50	24	256	379
Autres	-961	-423	-778	-930
Total	-911	-399	-522	-551
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	871	-745	333	-1 363
Comptes de pension de retraite	175	-154	1 636	-807
Autres	9	-17	-56	16
Total	1 055	-916	1 913	-2 154
Autres opérations	804	-215	-6 602	-8 225
Total des opérations non budgétaires	948	-1 530	-5 211	-10 930
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	803	-1 872	9 377	2 300
Opérations de change	692	-1 010	72	-512
Solde financier net	1 495	-2 882	9 449	1 788

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	octobre		d'avril à octobre	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
		(M$)		
Solde financier net	1 495	-2 882	9 449	1 788
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	3 931	1 435	9 949	-4 548
Obligations d'épargne du Canada	-19?	120	-981	-469
Bons du Trésor	-300	2 800	-20 350	-1 200
Autres	109	0	191	-9
Total	3 549	4 355	-11 191	-6 226
Payables en devises				
Obligations négociables	-28	0	-2 202	-1 576
Billets et prêts				-41
Bons du Canada	173	431	-1 223	-1 692
Billets du Canada	-36	0	-36	-173
Total	109	431	-3 461	-3 482
Variation nette des emprunts	3 658	4 786	-14 652	-9 708
Variation de l'encaisse	5 153	1 904	-5 203	-7 920

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2001	31 octobre 2001	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	43 644	32 130	-11 514
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 185	128 378	-807
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 391	5 028	-1 363
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 253	7 269	16
Total des régimes de retraite et autres comptes	142 829	140 675	-2 154
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 973	290 425	-4 548
Bons du Trésor	88 700	87 500	-1 200
Obligations d'épargne du Canada	26 099	25 630	-469
Autres	3 473	3 464	-9
Total partiel	413 245	407 019	-6 226
Payable en devises	33 158	29 676	-3 482
Total de la dette non échue	446 403	436 695	-9 708
Total de la dette portant intérêt	589 232	577 370	-11 862
Total du passif	632 876	609 499	-23 377
Actif			
Encaisse et débiteurs	19 186	7 977	-11 210
Comptes d'opérations de change	50 270	50 782	512
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	16 042	16 593	551
Total de l'actif	85 498	75 351	-10 147
Déficit accumulé (dette publique nette)	547 378	534 148	-13 230

5,2 milliards pour la période correspondante de l'exercice précédent. En règle générale, les besoins sont toujours élevés au cours de la première moitié de l'exercice, en raison du versement des remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers et de certains passifs, qui avaient été comptabilisés dans les résultats budgétaires des exercices précédents. En outre, les transferts au compte du Régime de pensions du Canada et à l'Office d'investissement des régimes de pension du secteur public ont entraîné une hausse des besoins cette année par rapport à la même période l'an dernier.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 13,2 milliards de dollars et des besoins nets de 10,9 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, des ressources financières (opérations de change exclues) de 2,3 milliards de dollars ont été dégagées d'avril à octobre 2001, comparativement à des ressources financières de 9,4 milliards pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Ressources financières nettes de 1,8 milliard de dollars d'avril à octobre 2001

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les

sept premiers mois de 2001-2002 ont été marqués par des ressources financières nettes de 0,5 milliard de dollars, comparativement à des ressources financières nettes de 0,1 milliard pour la même période de l'exercice précédent.

Avec un excédent budgétaire de 13,2 milliards de dollars, des besoins nets de 10,9 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, et des ressources nettes de 0,5 milliard au titre des opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 1,8 milliard de dollars pour la période d'avril à octobre 2001, comparativement à des ressources nettes de 9,4 milliards pendant la période correspondante de exercice précédent.

Les emprunts nets en baisse de 9,7 milliards de dollars d'avril à octobre 2001

Malgré des ressources financières nettes de seulement 1,8 milliard de dollars au cours des sept premiers mois de l'exercice 2001-2002, le gouvernement a été en mesure de réduire sa dette détenue sur les marchés de 9,7 milliards de dollars au moyen d'une réduction des soldes d'encaisse. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement sur une base mensuelle. À la fin d'octobre 2001, l'encaisse s'établissait à 5,3 milliards de dollars, ce qui représente une réduction de 7,9 milliards depuis le 31 mars 2001.

Note :

Dans le budget de 2000, le gouvernement avait fixé à l'exercice 2001-2002 l'échéance de mise en œuvre de la comptabilité d'exercice intégrale. Cependant, les états financiers vérifiés du gouvernement doivent toujours être présentés selon la même méthode comptable que dans le budget. Étant donné la date de dépôt du budget de 2001, et comme des éléments d'information importants requis pour mettre en œuvre la comptabilité d'exercice intégrale n'ont pas encore été vérifiés, il n'est pas possible de passer immédiatement à la comptabilité d'exercice intégrale. En conséquence, le gouvernement a décidé de retarder la mise en œuvre de la comptabilité d'exercice intégrale d'au moins une autre année.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Peter DeVries, au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Décembre 2001

NOVEMBER

NOVEMBRE

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Novembre 2001 : déficit budgétaire de 1,2 milliard de dollars

Le gouvernement a accusé un déficit budgétaire de 1,2 milliard de dollars en novembre 2001, comparativement à un excédent de 0,9 milliard en novembre 2000. D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont régressé de 1,5 milliard, tandis que les dépenses de programmes ont augmenté de 0,8 milliard. Les frais de la dette publique ont pour leur part baissé de 0,1 milliard.

D'avril à novembre 2001 : excédent budgétaire de 12,0 milliards de dollars

L'excédent budgétaire a été estimé à 12,0 milliards de dollars d'avril à novembre 2001, en baisse de 3,5 milliards par rapport à l'excédent de 15,5 milliards déclaré pour la même période en 2000-2001. La contraction de l'excédent découle de l'incidence continue des réductions d'impôt et des initiatives de dépenses instaurées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 ainsi que des mesures annoncées avant le budget de décembre 2001. En outre, l'effet du ralentissement de l'économie sur la plupart des principales composantes des recettes et des prestations d'assurance-emploi a affecté les résultats financiers. Ces résultats sont conformes à ceux prévus pour l'ensemble de l'année, comme le précisait le budget de décembre 2001. Selon ce dernier, l'excédent déclaré à la fin de 2001-2002 sera affecté au Fonds pour l'Afrique et à la Fondation pour l'infrastructure stratégique.

Novembre 2001 : résultats budgétaires

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont diminué de 1,5 milliard de dollars, soit 10,9 %. Toutes les principales composantes des recettes, à l'exception des autres impôts sur le revenu, ont subi une baisse.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont légèrement diminué en raison des mesures de réductions d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000, de même que de la bonification de la Prestation fiscale canadienne pour enfants annoncée dans les budgets précédents. En outre, le ralentissement de la croissance économique limite l'augmentation globale des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont chuté de 0,6 milliard de dollars, c'est-à-dire 33,3 %, principalement en raison de la hausse des remboursements.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 3,4 %, principalement en raison de l'abaissement des taux de cotisation (le taux des salariés en 2001 s'établit à 2,25 $ par tranche de 100 $ de gains assurables comparativement à 2,40 $ en 2000).
- Les recettes au chapitre des droits et des taxes d'accise ont diminué de 0,7 milliard de dollars, c'est-à-dire 18,5 %. Pendant la presque totalité de l'exercice en cours, cette composante a été touchée par la variation des dates au chapitre de la réception et du traitement des remboursements.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	novembre		d'avril à novembre	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
		(M$)		
Opérations budgétaires				
Recettes	13 780	12 277	115 308	115 548
Dépenses de programmes	-9 401	-10 201	-72 236	-77 158
Solde de fonctionnement	4 379	2 076	43 072	38 390
Frais de la dette publique	-3 436	-3 319	-27 539	-26 406
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	943	-1 243	15 533	11 984
Opérations non budgétaires	1 145	6	-4 068	-10 923
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	2 088	-1 237	11 465	1 061
Opérations de change	-2 004	10	-1 933	-502
Solde financier net	84	-1 227	9 532	559
Variation nette des emprunts	4 906	9 568	-9 746	-141
Variation nette de l'encaisse	4 990	8 341	-214	418
Encaisse à la fin de la période			7 755	5 259

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Par exemple, en octobre 2001, les recettes ont augmenté de 0,8 milliard de dollars d'une année sur l'autre et ont représenté une partie de la faiblesse enregistrée ce mois-ci.

- Les recettes non fiscales ont diminué de 22,4 %, en grande partie en raison de la variation des dates de réception.

Les dépenses de programmes ont augmenté de 0,8 milliard de dollars, soit 8,5 %, d'une année sur l'autre. Parmi les principales composantes, mentionnons :

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 0,2 milliard, c'est-à-dire 8,4 %, en raison de la hausse des prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi. Cette augmentation des prestations d'assurance-emploi reflète l'incidence de la bonification des prestations annoncée dans le budget de février 2000 et en septembre 2000, ainsi que la hausse du nombre de bénéficiaires.
- Les principaux transferts à d'autres ordres de gouvernement ont augmenté de 0,3 milliard, c'est-à-dire 15,7 %. L'augmentation au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) découle de l'entente conclue par les premiers ministres en septembre 2000 afin de faire passer le financement de base de 13,5 milliards en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. L'augmentation des transferts financiers est attribuable à la hausse des droits à péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres ordres de gouvernement, ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, soit 5,5 %. Toutes les principales composantes ont augmenté, sauf toutes les autres dépenses ministérielles de fonctionnement et dépenses en capital. Les fluctuations mensuelles de ces composantes sont en grande partie attribuables au calendrier des paiements et à l'achèvement de la transition à la nouvelle Stratégie d'information financière.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont reculé de 0,1 milliard de dollars, c'est-à-dire 3,4 %, sous l'effet de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Tableau 2
Recettes budgétaires

	novembre			d'avril à novembre		
	2000	2001	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6,150	6,127	-0,4	54,990	55,345	0,6
Impôt sur le revenu des sociétés	1,879	1,253	-33,3	15,080	15,084	0,0
Autres	244	276	13,1	2,064	2,342	13,5
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8,273	7,656	-7,5	72,134	72,771	0,9
Cotisations d'assurance-emploi	1,073	1,036	-3,4	12,622	12,046	-4,6
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2,619	2,106	-19,6	17,340	17,375	0,2
Droits de douane à l'importation	303	174	-42,6	1,872	1,951	4,2
Taxes de vente et d'accise	744	709	-4,7	5,691	5,861	3,0
Total des taxes et droits d'accise	3,666	2,989	-18,5	24,903	25,187	1,1
Total des recettes fiscales	13,012	11,681	-10,2	109,659	110,004	0,3
Recettes non fiscales	768	596	-22,4	5,649	5,544	-1,9
Total des recettes budgétaires	13,780	12,277	-10,9	115,308	115,548	0,2

D'avril à novembre 2001 : résultats budgétaires

Au cours des huit premiers mois de l'exercice 2001-2002, l'excédent budgétaire a été estimé à 12,0 milliards de dollars, en baisse de 3,5 milliards par rapport à l'excédent déclaré à la même période en 2000-2001. Les recettes budgétaires n'ont presque pas fluctué par rapport à l'année dernière, tandis que les frais de la dette publique ont régressé de 1,1 milliard de dollars, soit 4,1 %. Cette évolution positive du solde budgétaire a été plus qu'annulée par l'augmentation des dépenses de programmes, en hausse de 4,9 milliards, ou 6,8 %.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des recettes budgétaires :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont légèrement augmenté, car la hausse du versement final d'impôt, reçu en avril et en mai à l'égard de l'année d'imposition 2000, ainsi que les rajustements pour années antérieures modifiant les résultats d'octobre 2000 ont compensé les répercussions des mesures de réduction d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000.
- Les recettes de l'impôt des sociétés n'ont pratiquement pas fluctué, car la hausse des remboursements a neutralisé l'augmentation des rentrées brutes.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 4,6 %, l'incidence des rajustements pour années antérieures, qui ont influé sur les résultats d'octobre 2000, jumelée à la réduction des taux de cotisation, ayant largement neutralisé la croissance du nombre de salariés, et donc de personnes qui versent des cotisations.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, soit 1,1 %. Les recettes de la taxe sur les produits et services ont légèrement augmenté, les droits de douane à l'importation ont progressé de 4,2 % et les taxes de vente et d'accise, de 3,0 %.
- Les recettes non fiscales ont diminué de 1,9 %.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	novembre			d'avril à novembre		
	2000	2001	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 051	2 137	4,2	16 040	16 775	4,6
Prestations d'assurance-emploi	910	1 073	17,9	6 716	8 046	19,8
Total	2 961	3 210	8,4	22 756	24 821	9,1
Autres ordres de gouvernement						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 125	1 442	28,2	9 000	11 533	28,1
Transferts fiscaux	1 020	1 034	1,4	7 827	8 315	6,2
Fonds pour les appareils médicaux				1 000		
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-206	-233	13,1	-1 644	-1 632	-0,7
Total	1 939	2 243	15,7	16 183	18 216	12,6
Dépenses de programmes directes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	23	21	-8,7	286	525	83,6
Affaires étrangères	125	121	-3,2	904	1 000	10,6
Santé	107	153	43,0	739	851	15,2
Développement des ressources humaines	28	142	407,1	607	906	49,3
Affaires indiennes et du Nord	316	290	-8,2	2 962	2 733	-7,7
Industrie et développement régional	90	151	67,8	821	958	16,7
Anciens combattants	117	132	12,8	958	1 000	4,4
Autres	287	254	-11,5	1 376	1 642	19,3
Total	1 093	1 264	15,6	8 653	9 615	11,1
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	60	70	16,7	675	718	6,4
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	183	22,0	1 220	1 289	5,7
Autres	75	160	113,3	949	1 087	14,5
Total	285	413	44,9	2 844	3 094	8,8
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	1 072	1 119	4,4	6 835	6 996	2,4
Ensemble des autres dépenses ministérielles	2 051	1 952	-4,8	14 965	14 416	-3,7
Total	3 123	3 071	-1,7	21 800	21 412	-1,8
Total des dépenses de programmes directes	4 501	4 748	5,5	33 297	34 121	2,5
Total des dépenses de programmes	9 401	10 201	8,5	72 236	77 158	6,8
Frais de la dette publique	3 436	3 319	-3,4	27 539	26 406	-4,1
Total des dépenses budgétaires	12 837	13 520	5,3	99 775	103 564	3,8
Poste pour mémoire : total des transferts	5 993	6 717	12,1	47 592	52 652	10,6

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des dépenses de programmes :

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 9,1 % en raison de la hausse des prestations versées aux aînés et des prestations d'assurance-emploi. La progression des prestations aux aînés traduit l'augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et la hausse du montant moyen des prestations, qui sont indexées à l'inflation. L'augmentation des prestations d'assurance-emploi est principalement attribuable à l'effet des améliorations apportées au programme, de même qu'à une augmentation du nombre de bénéficiaires.
- Les principaux transferts aux autres ordres de gouvernement ont progressé de 12,6 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS et des programmes de transferts fiscaux. L'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS reflète l'entente conclue en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. L'augmentation des transferts fiscaux est principalement attribuable à la hausse des droits à péréquation. Les résultats cumulatifs tiennent également compte du versement spécial de 1 milliard de dollars en octobre 2000 au Fonds pour les appareils médicaux.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres ordres de gouvernement, ont augmenté de 2,5 %. L'évolution de cette composante dépend en grande partie du calendrier des paiements ainsi que de la mise en œuvre complète de la nouvelle Stratégie d'information financière. L'instauration du nouveau système a entraîné la modification du profil mensuel des dépenses. Il en résultera qu'une plus grande partie des dépenses sera comptabilisée dans la seconde moitié de l'année par rapport aux années précédentes.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 1,1 milliard de dollars, traduisant la baisse de l'encours de la dette portant intérêt et celle du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Ressources financières de 1,1 milliard de dollars (opérations de change exclues) d'avril à novembre 2001

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 10,9 milliards de dollars au cours des huit premiers mois de 2001-2002, comparativement à des besoins nets de 4,1 milliards pour la période correspondante de 2000-2001. En règle générale, les besoins sont élevés au cours de la première moitié de l'exercice, en raison du versement des remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers et de certains passifs, qui avaient été comptabilisés dans les résultats budgétaires des exercices précédents. En outre, les transferts des actifs de régimes de retraite applicables aux sociétés d'État qui établissent leurs propres régimes de retraite et l'augmentation des transferts au compte du Régime de pensions du Canada ont entraîné une hausse des besoins cette année par rapport à la même période l'an dernier.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 12,0 milliards de dollars et des besoins nets de 10,9 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, des ressources financières (opérations de change exclues) de 1,1 milliard ont été dégagées d'avril à novembre 2001, comparativement à des ressources financières de 11,5 milliards pour la période correspondante de 2000-2001.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	novembre		d'avril à novembre	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	943	-1 243	15 533	11 984
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	52	50	308	428
Autres	-91	-3	-869	-931
Total	-39	47	-561	-503
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-360	-584	-28	-1 947
Comptes de pension de retraite	71	-747	1 706	-1 552
Autres	16	62	-40	78
Total	-273	-1 269	1 638	-3 421
Autres opérations	1 457	1 228	-5 145	-6 999
Total des opérations non budgétaires	1 145	6	-4 068	-10 923
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	2 088	-1 237	11 465	1 061
Opérations de change	-2 004	10	-1 933	-502
Solde financier net	84	-1 227	9 532	559

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	novembre		d'avril à novembre	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
			(M$)	
Solde financier net	84	-1 227	9 532	559
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	5 500	5 351	15 449	802
Obligations d'épargne du Canada	-243	-2 043	-1 224	-2 512
Bons du Trésor	-400	6 700	-20 750	5 500
Autres	-153	-12	38	-21
Total	4 704	9 996	-6 487	3 769
Payables en devises				
Obligations négociables	0	0	-2 202	-1 576
Billets et prêts				-41
Bons du Canada	202	-428	-1 021	-2 120
Billets du Canada	0	0	-36	-173
Total	202	-428	-3 259	-3 910
Variation nette des emprunts	4 906	9 568	-9 746	-141
Variation de l'encaisse	4 990	8 341	-214	418

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2001	31 novembre 2001	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	43 644	35 264	-8 380
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 185	127 633	-1 552
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 391	4 444	-1 947
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 253	7 331	78
Total des régimes de retraite et autres comptes	142 829	139 408	-3 421
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 973	295 775	802
Bons du Trésor	88 700	94 200	5 500
Obligations d'épargne du Canada	26 099	23 587	-2 512
Autres	3 473	3 452	-21
Total partiel	413 245	417 014	3 769
Payable en devises	33 158	29 248	-3 910
Total de la dette non échue	446 403	446 262	-141
Total de la dette portant intérêt	589 232	585 671	-3 561
Total du passif	632 876	620 935	-11 941
Actif			
Encaisse et débiteurs	19 186	18 225	-961
Comptes d'opérations de change	50 270	50 772	502
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	16 042	16 545	503
Total de l'actif	85 498	85 541	44
Déficit accumulé (dette publique nette)	547 378	535 394	-11 984

Ressources financières nettes de 0,6 milliard de dollars d'avril à novembre 2001

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les huit premiers mois de 2001-2002 ont été marqués par des besoins financiers nets de 0,5 milliard de dollars, comparativement à des besoins nets de 1,9 milliard pour la même période de 2000-2001.

Avec un excédent budgétaire de 12,0 milliards de dollars, des besoins nets de 10,9 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 0,5 milliard au titre des opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 0,6 milliard pour la période d'avril à novembre 2001, comparativement à des ressources nettes de 9,5 milliards pendant la période correspondante de 2000-2001.

La revue financière

Les emprunts nets en baisse de 0,1 milliard de dollars d'avril à novembre 2001

Au 30 novembre 2001, les titres non échus du gouvernement (titres émis sur les marchés du crédit) ont légèrement diminué par rapport au 31 mars 2001. Cependant, ils ont réduit le passif du régime de retraite des fonctionnaires fédéraux et d'autres comptes dans une proportion de 3,4 milliards de dollars. En conséquence, au 30 novembre 2001, la dette portant intérêt avait été amputée de 3,6 milliards de dollars par rapport au 31 mars 2001. Les soldes en espèces ont augmenté de 0,4 milliard de dollars pour se fixer à 5,3 milliards de dollars au 30 novembre 2001. Le niveau de ces soldes varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, dont l'échéance périodique des grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement sur une base mensuelle.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Peter DeVries, au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Janvier 2002

DECEMBER

DÉCEMBRE

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Décembre 2001 : excédent budgétaire de 1,5 milliard de dollars

Le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 1,5 milliard de dollars en décembre 2001, soit 1,9 milliard de moins que l'excédent de 3,3 milliards déclaré en décembre 2000. D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont régressé de 0,6 milliard, surtout en raison de la baisse des recettes d'impôt des sociétés attribuable à la faiblesse des bénéfices des sociétés. Les dépenses de programmes ont augmenté de 1,5 milliard, en grande partie sous l'effet de l'augmentation des prestations d'assurance-emploi ainsi que des dépenses de fonctionnement et d'immobilisation des ministères, en réaction aux événements du 11 septembre. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard, surtout en raison de la baisse des taux d'intérêt. Compte tenu des cycles mensuels des recettes budgétaires, un excédent était attendu en décembre.

D'avril à décembre 2001 : excédent budgétaire de 13,4 milliards de dollars

L'excédent budgétaire pour la période d'avril à décembre 2001 a été estimé à 13,4 milliards de dollars, en baisse de 5,4 milliards par rapport à l'excédent de 18,8 milliards dégagé pour la même période en 2000-2001. La baisse de l'excédent jusqu'ici découle des répercussions continues des réductions d'impôt et des initiatives de dépenses instaurées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000, ainsi que des mesures annoncées avant le budget de décembre 2001. En outre, l'effet du ralentissement de l'économie sur la plupart des principales composantes des recettes et sur les prestations d'assurance-emploi a nui aux résultats financiers, en comparaison de la même période l'an dernier. Les résultats obtenus jusqu'ici sont conformes aux attentes pour l'ensemble de l'année, comme il a été précisé dans le budget de décembre 2001.

Décembre 2001 : résultats budgétaires

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont reculé de 0,6 milliard de dollars, soit 3,9 %, surtout sous l'effet de la baisse des rentrées d'impôt des sociétés.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont très légèrement augmenté. La croissance globale a été restreinte par le ralentissement de l'économie, l'incidence des réductions d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000, et les mesures de bonification de la Prestation fiscale canadienne pour enfants annoncées dans les budgets précédents.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont diminué de 0,7 milliard de dollars, soit 28,9 %, en raison de la baisse marquée des bénéfices en 2001 par rapport à 2000, ainsi que sous l'effet des réductions des taux d'imposition entrées en vigueur le 1er janvier 2001.
- Les recettes obtenues au titre des cotisations d'assurance-emploi ont régressé de 1,2 %, principalement en raison de la réduction des taux de cotisation (le taux des salariés en 2001 s'établit à 2,25 $ par tranche de 100 $ de gains assurables comparativement à 2,40 $ en 2000).
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, soit 9,0 %, ce qui a permis de compenser en partie la baisse accusée en

Tableau 1
État sommaire des opérations

	décembre		d'avril à décembre	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
		(M$)		
Opérations budgétaires				
Recettes	16 310	15 680	131 618	131 229
Dépenses de programmes	-9 515	-11 016	-81 751	-88 175
Solde de fonctionnement	6 795	4 664	49 867	43 054
Frais de la dette publique	-3 486	-3 206	-31 024	-29 612
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 309	1 458	18 843	13 442
Opérations non budgétaires	-5 620	-3 067	-9 691	-13 992
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	-2 311	-1 609	9 152	-550
Opérations de change	609	-142	-1 323	-643
Solde financier net	-1 702	-1 751	7 829	-1 193
Variation nette des emprunts	-6 870	-6 858	-16 616	-6 997
Variation nette de l'encaisse	-8 572	-8 609	-8 787	-8 190
Encaisse à la fin de la période			4 167	4 992

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

novembre. Toutes les composantes ont affiché des hausses. L'augmentation des recettes de taxe sur les produits et services (TPS) et celle des droits de douane à l'importation reflètent en partie le rattrapage du retard accumulé dans le traitement des importations en raison des événements du 11 septembre. La hausse des taxes fédérales sur les produits du tabac entrée en vigueur le 2 novembre 2001 a contribué à l'augmentation des recettes des taxes de vente et d'accise.

- Les recettes non fiscales ont diminué de 24,5 %, traduisant en grande partie la baisse des taux d'intérêt.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 1,5 milliard de dollars, soit 15,8 %. La plus grande partie de cette progression est attribuable à l'augmentation des prestations d'assurance-emploi et à celle des dépenses de fonctionnement et d'immobilisation dans les ministères.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, soit 24,1 %, en raison des prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi plus élevées. Cette augmentation des prestations d'assurance-emploi reflète l'incidence de la bonification des prestations annoncée dans le budget de février 2000 et en septembre 2000, et l'augmentation du nombre de bénéficiaires attribuable à l'essoufflement de l'économie.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 0,1 milliard de dollars, soit 6,8 %. L'augmentation constatée au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) découle de l'entente conclue par les premiers ministres en septembre 2000 afin de porter le financement de base de 13,5 milliards en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. La diminution des transferts entre administrations s'explique par le calendrier des paiements.

Tableau 2
Recettes budgétaires

	décembre			d'avril à décembre		
	2000	2001	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	9 149	9 191	0,5	64 139	64 536	0,6
Impôt sur le revenu des sociétés	2 432	1 728	-28,9	17 512	16 812	-4,0
Autres	283	311	9,9	2 348	2 653	13,0
Total des recettes d'impôt sur le revenu	11 864	11 230	-5,3	83 999	84 001	0,0
Cotisations d'assurance-emploi	964	952	-1,2	13 586	12 998	-4,3
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 773	1 815	2,4	19 115	19 190	0,4
Droits de douane à l'importation	202	295	46,0	2 074	2 246	8,3
Taxes de vente et d'accise	620	718	15,8	6 309	6 581	4,3
Total des taxes et droits d'accise	2 595	2 828	9,0	27 498	28 017	1,9
Total des recettes fiscales	15 423	15 010	-2,7	125 083	125 016	-0,1
Recettes non fiscales	887	670	-24,5	6 535	6 213	-4,9
Total des recettes budgétaires	16 310	15 680	-3,9	131 618	131 229	-0,3

- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes réduite des principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, soit 14,5 %, sous l'effet des dépenses additionnelles occasionnées par les mesures adoptées en réaction aux événements du 11 septembre.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard de dollars, soit 8,0 %, surtout en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette.

D'avril à décembre 2001 : résultats budgétaires

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2001-2002, l'excédent budgétaire a été estimé à 13,4 milliards de dollars, en baisse de 5,4 milliards comparativement à l'excédent déclaré pour la même période en 2000-2001. Les dépenses de programmes ont augmenté de 6,4 milliards tandis que les recettes budgétaires diminuaient de 0,4 milliard. L'incidence de ces facteurs sur le solde budgétaire a été atténuée par la baisse de 1,4 milliard des frais de la dette publique.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des recettes budgétaires :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont légèrement augmenté. En effet, la hausse des versements finaux d'impôt reçus en avril et en mai à l'égard de l'année d'imposition 2000 et l'effet des rajustements pour années antérieures modifiant les résultats d'octobre 2000 ont compensé l'incidence des mesures de réduction d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000.
- Les recettes de l'impôt des sociétés ont régressé de 4,0 %, sous l'effet de la baisse des bénéfices des sociétés et de la réduction des taux d'imposition. D'importants reculs d'une année sur l'autre sont attendus pour le reste de l'exercice en raison de la diminution des règlements finaux attribuable à la baisse des bénéfices des sociétés en 2001 et à la décision du budget de décembre 2001 consistant à reporter les paiements d'impôt des petites entreprises pour les mois de janvier, de février et de mars 2002.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	décembre			d'avril à décembre		
	2000	2001	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 038	2 151	5,5	18 079	18 926	4,7
Prestations d'assurance-emploi	902	1 497	66,0	7 618	9 543	25,3
Total	2 940	3 648	24,1	25 697	28 469	10,8
Autres ordres de gouvernement						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 125	1 442	28,2	10 125	12 975	28,1
Transferts fiscaux	1 194	1 048	-12,2	9 021	9 363	3,8
Fonds pour les appareils médicaux				1 000		
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-206	-233	13,1	-1 850	-1 865	0,8
Total	2 113	2 257	6,8	18 296	20 473	11,9
Dépenses de programmes directes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	97	41	-57,7	383	566	47,8
Affaires étrangères	122	169	38,5	1 024	1 169	14,2
Santé	80	79	-1,3	819	929	13,4
Développement des ressources humaines	208	103	-50,5	815	1 008	23,7
Affaires indiennes et du Nord	306	323	5,6	3 267	3 055	-6,5
Industrie et développement régional	192	155	-19,3	1 013	1 113	9,9
Anciens combattants	119	130	9,2	1 078	1 130	4,8
Autres	198	234	18,2	1 576	1 873	18,8
Total	1 322	1 234	-6,7	9 975	10 843	8,7
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	103	133	29,1	778	851	9,4
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	233	55,3	1 370	1 522	11,1
Autres	190	135	-28,9	1 137	1 223	7,6
Total	443	501	13,1	3 285	3 596	9,5
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	814	1 089	33,8	7 648	8 085	5,7
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 883	2 287	21,5	16 850	16 709	-0,8
Total	2 697	3 376	25,2	24 498	24 794	1,2
Total des dépenses de programmes directes	4 462	5 111	14,5	37 758	39 233	3,9
Total des dépenses de programmes	9 515	11 016	15,8	81 751	88 175	7,9
Frais de la dette publique	3 486	3 206	-8,0	31 024	29 612	-4,6
Total des dépenses budgétaires	13 001	14 222	9,4	112 775	117 787	4,4
Poste pour mémoire : total des transferts	6 375	7 139	12,0	53 968	59 785	10,8

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont chuté de 4,3 %. En effet, l'incidence des rajustements pour années antérieures (qui ont influé sur les résultats d'octobre 2000), jumelée à la réduction des taux de cotisation, a largement neutralisé la croissance du nombre de salariés, qui versent des cotisations.
- Les recettes obtenues au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, soit 1,9 %. Les recettes de TPS ont légèrement progressé, les droits de douane à l'importation ont grimpé de 8,3 %, et les taxes de vente et d'accise ont augmenté de 4,3 %.
- Les recettes non fiscales ont diminué de 4,9 %.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des dépenses de programmes :

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 10,8 % en raison de la hausse des prestations versées aux aînés et des prestations d'assurance-emploi. La progression des prestations aux aînés traduit l'augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et la hausse du montant moyen des prestations, qui sont indexées à l'inflation. L'augmentation des prestations d'assurance-emploi est principalement attribuable à l'effet des améliorations apportées au programme, de même qu'à une augmentation du nombre de bénéficiaires.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 11,9 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS et des programmes de transferts entre administrations. L'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS reflète l'entente conclue en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. L'augmentation des transferts entre administrations est principalement attribuable à la hausse des droits à péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 3,9 %. L'évolution de cette composante dépend en grande partie du calendrier des paiements ainsi que de la mise en œuvre complète de la nouvelle Stratégie d'information financière. L'instauration du nouveau système a entraîné la modification du profil mensuel des dépenses. Il en résultera qu'une plus grande partie des dépenses sera comptabilisée dans la seconde moitié de l'année par rapport aux années précédentes.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 1,4 milliard de dollars, traduisant la baisse de l'encours de la dette portant intérêt et celle du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Besoins financiers de 0,6 milliard de dollars (opérations de change exclues) d'avril à décembre 2001

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 14,0 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de 2001-2002, comparativement à des besoins nets de 9,7 milliards pour la période correspondante de 2000-2001. L'augmentation observée jusqu'ici est attribuable aux transferts des actifs de régimes de retraite applicables aux sociétés d'État qui établissent leurs propres régimes de retraite et à l'augmentation des transferts au compte du Régime de pensions du Canada.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	décembre		d'avril à décembre	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 309	1 458	18 843	13 442
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	40	70	348	499
Autres	28	-199	-843	-1 131
Total	68	-129	-495	-632
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-497	-94	-524	-2 041
Comptes de pension de retraite	-152	44	1 554	-1 508
Autres	-8	-21	-48	57
Total	-657	-71	982	-3 492
Autres opérations	-5 031	-2 867	-10 178	-9 868
Total des opérations non budgétaires	-5 620	-3 067	-9 691	-13 992
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	-2 311	-1 609	9 152	-550
Opérations de change	609	-142	-1 323	-643
Solde financier net	-1 702	-1 751	7 829	-1 193

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	décembre		d'avril à décembre	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
		(M$)		
Solde financier net	-1 702	-1 751	7 829	-1 193
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-7 130	-6 663	8 319	-5 860
Obligations d'épargne du Canada	-400	800	-21 150	6 300
Bons du Trésor	20	-107	-1 204	-2 618
Autres	-133	-1	-95	-22
Total	-7 643	-5 971	-14 130	-2 200
Payables en devises				
Obligations négociables	0	0	-2 202	-1 576
Billets et prêts				-41
Bons du Canada	773	-887	-248	-3 007
Billets du Canada	0	0	-36	-173
Total	773	-887	-2 486	-4 797
Variation nette des emprunts	-6 870	-6 858	-16 616	-6 997
Variation de l'encaisse	-8 572	-8 609	-8 787	-8 190

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2001	31 décembre 2001	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	43 644	31 518	-12 126
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 185	127 677	-1 508
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 391	4 350	-2 041
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 253	7 310	57
Total des régimes de retraite et autres comptes	142 829	139 337	-3 492
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 973	289 113	-5 860
Bons du Trésor	88 700	95 000	6 300
Obligations d'épargne du Canada	26 099	23 481	-2 618
Autres	3 473	3 451	-22
Total partiel	413 245	411 045	-2 200
Payable en devises	33 158	28 361	-4 797
Total de la dette non échue	446 403	439 406	-6 997
Total de la dette portant intérêt	589 232	578 744	-10 488
Total du passif	632 876	610 262	-22 614
Actif			
Encaisse et débiteurs	19 186	8 739	-10 447
Comptes d'opérations de change	50 270	50 913	643
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	16 042	16 674	632
Total de l'actif	85 498	76 326	-9 172
Déficit accumulé (dette publique nette)	547 378	533 936	-13 442

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 13,4 milliards de dollars et des besoins nets de 14,0 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, on observe des besoins financiers (opérations de change exclues) de 0,6 milliard d'avril à décembre 2001, comparativement à des ressources de 9,2 milliards pour la période correspondante de 2000-2001.

Besoins financiers nets de 1,2 milliard de dollars d'avril à décembre 2001

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves

canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les neuf premiers mois de 2001-2002 ont été marqués par des besoins financiers nets de 0,6 milliard de dollars, comparativement à des besoins nets de 1,3 milliard pour la même période de 2000-2001.

Avec un excédent budgétaire de 13,4 milliards de dollars, des besoins nets de 14,0 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 0,6 milliard au titre des opérations de change, on observe des besoins financiers nets de 1,2 milliard pour la période d'avril à décembre 2001, comparativement à des ressources nettes de 7,8 milliards pendant la période correspondante de 2000-2001.

Les emprunts nets en baisse de 7,0 milliards de dollars d'avril à décembre 2001

Malgré des besoins financiers nets de 1,2 milliard de dollars au cours des neuf premiers mois de 2001-2002, le gouvernement a retranché 7,0 milliards de sa dette contractée sur les marchés au moyen d'une mise à disposition des soldes de caisse. Le niveau des soldes de caisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, dont l'échéance périodique des grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement sur une base mensuelle. À la fin de décembre 2001, ils s'établissaient à 5,0 milliards de dollars, en baisse de 8,2 milliards par rapport au 31 mars 2001.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Peter DeVries, au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Février 2002